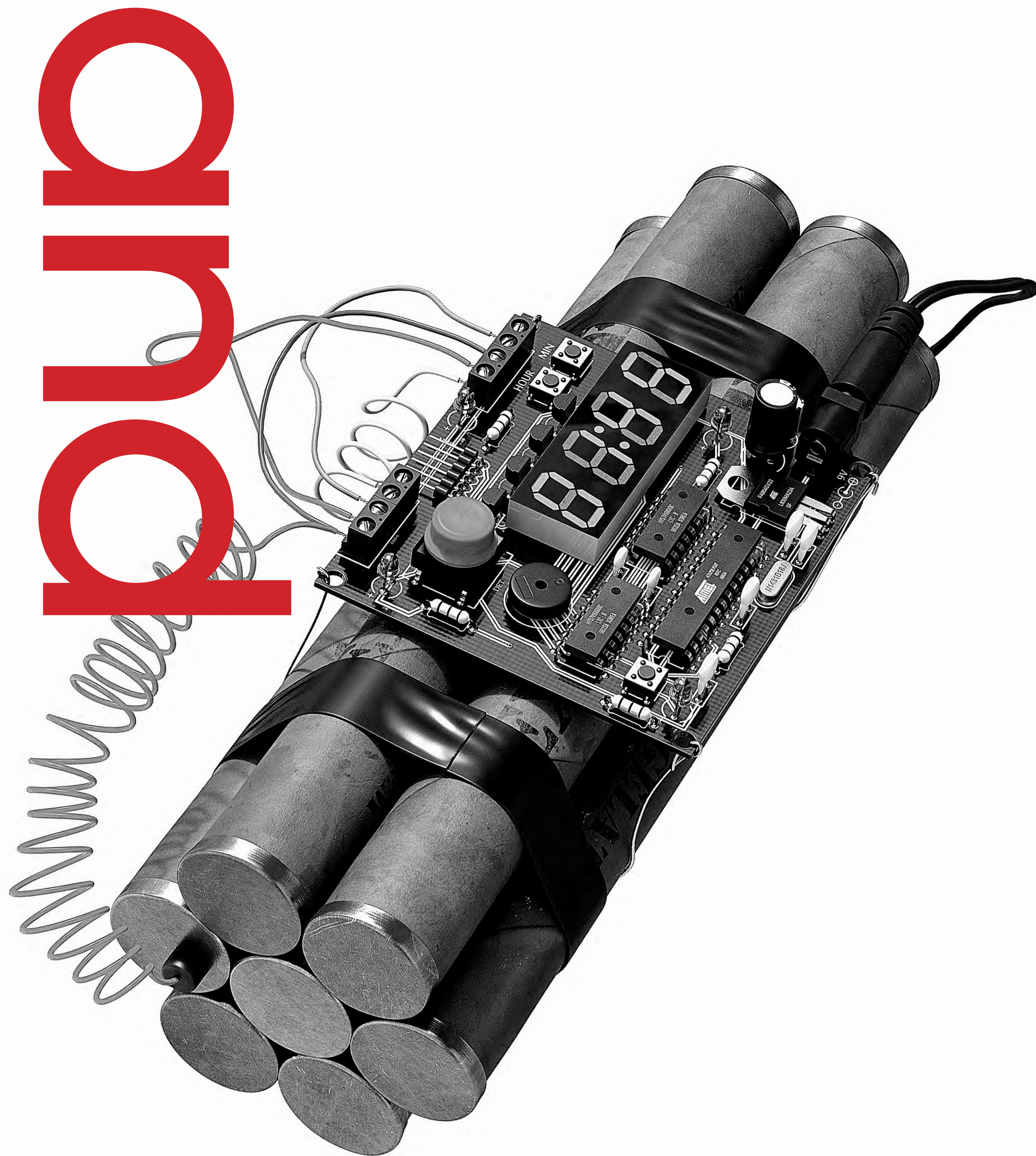




Unabhängige Wochenzeitung für Politik,  
Wirtschaft und Kultur

#31 66. Jahrgang 2. August 2019



5 453000 174663



4,00€

### Nouvelle (agri)culture

À Mersch, une joint-venture entre  
Cepal et l'entrepreneur Marc Giorgetti  
projetée de construire un millier de  
logements sur les 17 hectares de  
l'ancien Agrocenter

### Rifkin, mal anders

Für Firmen in Bürogebäuden will der  
Energieminister es attraktiv machen,  
zu Strom-Prosumenten zu werden. So  
bekomme man besonders schnell viel  
Solarstrom ins Netz

### Die Emanation der Macht

Die Justiz beschuldigt nun den  
staatlichen Sicherheitsapparat, hinter  
den Sprengstoffanschlägen der  
Achtzigerjahre zu stecken

Foto: Akhâm

À Mersch, Rives de l'Alzette sàrl, une *joint-venture* entre Cepal et l'entrepreneur Marc Giorgetti, projette de construire un millier de logements sur les 17 hectares de l'ancien Agrocenter



# Nouvelle (agri)culture



Le silo à grains ; le bâtiment de la Saatbaugenossenschaft ; installations techniques dans les silos ; station essence ; la couleur était de mise sur le site (de gauche à droite)

josée hansen

« Imposant et gracieux à la fois, il s'élève du complexe de la gare, un symbole de l'assurance des agriculteurs et de leurs capacités d'adaptation aux attentes du temps »<sup>1</sup>, dit la légende sous une photo du nouveau silo à Mersch dans le *Bauerekalenner* de 1960. Un reportage-photo y revient sur l'histoire de la construction, du premier coup de pelle, le 10 février 1958, jusqu'à l'inauguration solennelle en novembre 1959. Un ecclésiastique en grand appareil y bénit l'installation devant une assistance endimanchée essentiellement masculine, assise dans la future *Kärenhal*, la salle de réception des grains. Le Luxembourg compte alors quelque 21 000 exploitations agricoles, dont plus de la moitié font moins de deux hectares, et le CSV, traditionnel parti du monde rural, a fait 45 pour cent aux législatives de 1954. L'Agrocenter, dont les silos à grains en béton hauts de 55 mètres constituent le cœur, n'a pas été construit par hasard à Mersch, au centre du pays : il devait être facilement accessible de partout. Ces petits agriculteurs s'étaient organisés après la guerre, en 1944, dans la Centrale Paysanne, représentation syndicale dominant alors le paysage politique dans le Centre et le Nord, au même titre que les syndicats ouvriers dans le Sud industriel. La Cepal, la société de gestion de son patrimoine, fut fondée en 1955 et sera le maître d'ouvrage sur cet ancien site industriel acquis un an plus tôt.

De cette fierté d'antan il ne reste en 2019 qu'un paysage ravagé. Les engins de démolition de l'entreprise Baatz sont à l'arrêt durant le congé collectif ; d'un des deux anciens bâtiments hauts qui longent la gare, l'usine d'aliments pour bétail (*Mischfutterwerk*), il ne reste plus qu'un moignon. Baatz est arrivé sur le site en octobre 2018 et emploie jusqu'à trente personnes simultanément pour démonter 500 000 mètres cubes de bâtiments, soit les deux silos et quatre halles, dont l'ancien abattoir (qui a déjà disparu). Les ouvriers utilisent des matériels lourds : des pelles de différentes tailles, une grue, un bulldozer et un atelier de concassage. Outre la démolition des bâtiments, l'entreprise a en charge la dépollution du site, soit 25 000 tonnes de déblais. Sur sa page Internet, elle estime pouvoir achever ce chantier de sept millions d'euros d'ici juin 2020. Après les congés collectifs, elle attaquera le deuxième silo, celui dans lequel furent stockés les grains, avec une capacité de 36 000 tonnes au début, doublées en 1966.

À traverser le site à pied, on a un sentiment d'ambiance post-apocalyptique. En 2016<sup>2</sup>, il y avait encore 1 965 exploitations agricoles au Luxembourg, qui, à quelques exceptions près, faisaient toutes plus de deux hectares, et le CSV est relégué

## Contrairement au patrimoine industriel, il n'y a pas de lobby pour le patrimoine agricole. Lorsque la pression sur le foncier est telle que la vente des terrains permet de remporter un multiple des gains qu'apporterait une culture agricole, le choix est vite fait

sur les bancs de l'opposition pour la deuxième législature consécutive. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le monde agricole s'était déchiré dans une interminable guerre intestine avec le FLB (Fräie Lëtzebuerger Bauereverband) : c'était le clan Mathias Berns contre le clan Roby Mehlen, le CSV contre l'ADR. Depuis le temps de ces déchirements, qui ont mené à une restructuration fondamentale de l'économie rurale, le calme est revenu. Face à des équipements vétustes qu'il fallait moderniser d'urgence et avec vue sur le potentiel énorme de ce site au centre du pays sur un marché immobilier en surchauffe, le conseil d'administration de la Cepal décide en 2006 de ne plus investir sur place, mais de transformer l'Agrocenter en projet immobilier. À l'image de ce que Luxlait a fait, relocalisant son usine au Roost et transformant son site historique de Merl en grand projet d'urbanisme de luxe, les différentes sections de l'Agrocenter quittent Mersch pour Perl en Allemagne (les silos de grains et fourrages) et Colmar-Berg (De Verband/Versis). Seules demeurent encore quelques activités sur le site en cours de démolition, qui se fait par phases : la Saatbaugenossenschaft (LSG) y gère encore les semences (son chantier à Colmar-Berg est en cours), Luxlait y produit encore des glaces et à l'entrée, un bâtiment administratif discret abrite les services de la Centrale Paysanne (qui continue à éditer l'hebdomadaire *Lëtzeburger Bauer* et le *Bauerekalenner* annuel), de Cepal et de quelques sociétés proches ou affiliées, comme Agriplan (architecture), Agriconsult (conseils en comptabilité et finances pour agriculteurs) ou Delpa (fiduciaire).

Claude Pundel aime à descendre du premier étage et fumer une cigarette sur le pas de porte du bâtiment en observant l'activité alentour. Ce lundi, c'est calme, on n'entend que le bruit de la faucheuse d'un ouvrier qui nettoie les pelouses du foyer pour demandeurs de protection internationale voisin. Pundel a rejoint Agriconsult en tant qu'attaché de direction en 2007, après un passage chez Voyages Emile Weber ou à la commune de Wormeldange et des études de management à Strasbourg et en Angleterre. Depuis 2011, il est gérant de sociétés chez Cepal et, à ce titre, essentiellement à charge du projet de réaffectation de l'Agrocenter. L'homme est pragmatique : « Chaque chose en son temps – et l'époque de l'agriculture à Mersch est révolue », dit-il sans nostalgie aucune.

Depuis la décision du CA de Cepal, la reconversion avance pas à pas : en 2010, la Société de gestion du patrimoine de la Centrale Paysanne Cepal SA fonde la Sàrl Rives de l'Alzette, dont Pundel assurera la gestion. En parallèle, la commune de Mersch lance, en collaboration

avec le ministère du Développement durable et des Infrastructures, une consultation rémunérée pour la reconversion de tout le quartier gare, que remporte le bureau d'architecture et d'urbanisme d'Aix-la-Chapelle Reicher Haase Associierte avec un projet misant sur les volumes compacts à élévation modeste, beaucoup d'espace public et de verdure et une place prépondérante accordée à la mobilité douce. Le nouveau Plan d'aménagement général (PAG) prend en compte leurs plans, Mersch déclarant prioritaire la zone qui longe les rails (donc celle des silos), une zone mixte urbaine destinée à accueillir logement, commerce et artisanat. Sur tout le site de quelque vingt hectares, dont 17 appartiennent à Cepal, il est prévu de créer un bon millier de logements pour entre 2 000 et 2 500 personnes – ce qui est énorme pour une commune de 10 000 habitants actuellement.

« Nous sommes une organisation luxembourgeoise, donc nous voulions réaliser un projet luxembourgeois ici », explique Claude Pundel. Cepal part donc à la recherche d'une société (qui pourrait réaliser un tel projet d'envergure (il fait six hectares de plus que ce dont dispose l'aménageur Eric Lux à Esch-Terres Rouges) – et s'associe en 2017 à G-Finance, la société de Marc Giorgetti (qui rejoint Rives de l'Alzette Management Sàrl). La même année, la Sàrl crée une société à commandite simple éponyme, qui a pour objet social « l'acquisition, la gestion, la location et/ou la vente d'immeubles, ainsi que toute activité liée au domaine immobilier » et dans laquelle l'associé commanditaire Cepal verse les terrains de l'Agrocenter pour une valeur de 28,472 millions d'euros. « Nous agissons comme société de développement », explique Pundel, un peu comme l'est la société mixte Agora à Belval et à Schifflange, ayant donc à charge tout le processus, de la démolition et l'assainissement en passant par la conception et la construction jusqu'à la vente des logements, des bureaux et des commerces. La commune, soucieuse d'un développement homogène de l'urbanisme sur son territoire, développe le PAP (plan d'aménagement particulier), prévoyant les infrastructures et les gabarits jusque dans le détail et qui devrait être prêt d'ici la fin de l'année.

« On nous a toujours dit que nous n'aurions les autorisations de construire que si tout était démolé », se souvient Claude Pundel. Où « on » furent deux majorités politiques successives, sous Albert Henkel (DP) comme sous l'actuel maire Michel Malherbe (DP). Cette consigne politique et le fait que, contrairement au patrimoine industriel, il n'y ait pas de lobby pour le patrimoine agricole (à l'exception des innom-

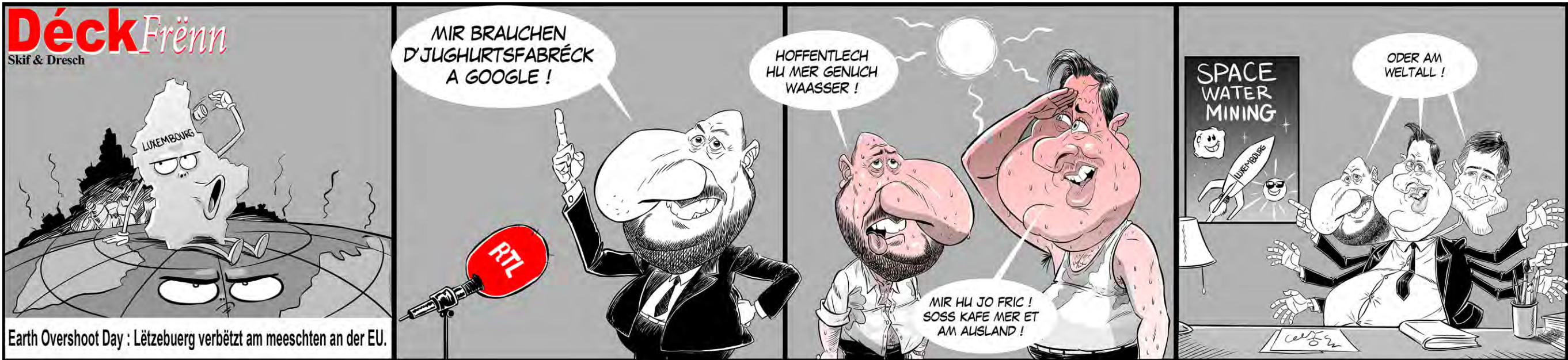
brables fermes classées), a fait que les développeurs n'ont jamais considéré la sauvegarde d'aucun des bâtiments. Pourtant, il y a des exemples de reconversions réussies de silos en logements, comme ce projet du bureau danois Cobe (qui a remporté le concours à Schifflange) à Copenhague : il accueille 38 appartements dans des tours en béton de 17 étages. Mais ces reconversions se font alors à un prix souvent exorbitant au final.

En 2018, suite à une initiative privée en pleine campagne électorale pour les législatives, la Halle de livraison des grains (*Kärenhal*) avait été brièvement inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux par le secrétaire d'État à la Culture Guy Arendt (DP). Les aménageurs ont alors stoppé les travaux et se sont creusé les méninges sur une possible réaffectation – par exemple une halle de marché – avant que la classification provisoire soit annulée très discrètement après les élections et la halle démolie au début de 2019. La commune comme le développeur envisagent l'érection d'un monument pour le monde agricole et son importance historique durant soixante ans à Mersch, soit sur le site, soit sur un rond-point dans le village.

Alors que le gouvernement vient de ressusciter l'idée d'un Centre national de la culture industrielle (CNCI) dans le Sud, que les hauts-fourneaux ont été restaurés à grands frais en tant que monuments historiques à Belval et que les majestueuses halles à Belval, à Schifflange, aux Terres-Rouges ou à Differdange doivent être classées et intégrées dans les nouveaux quartiers en devenir, le quartier Rives de l'Alzette ne portera plus la mémoire de son ancienne utilisation. Seule une commande photographique lancée avec le CNA à Christian Aschman et d'autres projets de documentation permettront d'en reconstituer le passé. Mais peut-être que cela est aussi dû au pragmatisme paysan : les agriculteurs arrachent chaque année une culture pour en planter une autre au printemps suivant. La rotation est même vitale pour le succès de la récolte. Lorsque la pression sur le foncier est telle que la vente des terrains permet de remporter un multiple des gains qu'apporterait une culture agricole, le choix est vite fait. Et ce à l'échelle individuelle des paysans qui arrêtent l'exploitation et vendent le terrain, qu'à l'échelle plus grande du syndicat et de sa société de gestion du patrimoine.

<sup>1</sup> « Wuchtig und anmutig zugleich ragt er aus dem Bahnhofskomplex hervor, ein Zeichen bäuerlichen Selbstbehauptungswillens und [ihrer] Anpassungsfähigkeit an die Erfordernisse der Zeit », traduction LL

<sup>2</sup> derniers chiffres disponibles auprès du Stateg





# Eine Emanation der Macht



Charles Bourg, Ex-Generaldirektor der Polizei; Ben Geiben, Ex-Kommandant der Brigade mobile de la Gendarmerie

Romain Hilgert

Am Mittwochmorgen vergangener Woche ließ die Staatsanwaltschaft eine Pressemitteilung verbreiten, laut der der zuständige Untersuchungsrichter in den vergangenen Jahren genügend Belastungsmaterial gesammelt habe, um „cinq anciens dirigeants de la Gendarmerie grand-ducale“ als „co-auteurs, voire complices des attentats“ der Achtzigerjahre zu überführen.

Wie in den drei Nachbarländern waren zu jener Zeit, der Endschlacht im Kalten Krieg, Sprengstoffanschläge verübt worden, deren Aufklärung seither von maßgeblichen Gendarmerie- und Polizeioffizieren, Untersuchungsrichtern, Ermittlern, Geheimdienstagenten und Regierungsmitgliedern verhindert wurde. Denn das wechselnde Gleichgewicht von Gewalt und Konsens im „konsensualistischen“ Staat sollte, mit den Worten Antonio Gramscis, so verändert werden, „dass der Zwang auf den Konsens der Mehrheit gestützt scheint“ (*Lettere del carcere*, 13, § 37), die tatsächlichen Urheber der Gewalt unerkannt bleiben.

Doch wenn Strafverfahren gegen fünf Führungskräfte der inzwischen mit der Polizei fusionierten Gendarmerie eingeleitet werden, heißt das, dass die Justiz nicht mehr dem einen oder anderen missratenen Beamten, sondern dem staatlichen Sicherheitsapparat vorwirft, hinter den Anschlägen auf die öffentliche Sicherheit zu stecken. Angeklagt werden sollen nun der inzwischen 91-jährige Aloyse Harpes, Gendarmerie-Kommandant von 1985 bis 1988, Charles Bourg, Generaldirektor der Polizei von 2000 bis 2001, Pierre Reuland, Generaldirektor der Polizei von 2001 bis zu seiner Absetzung 2008, Guy Stebens, Generalsekretär der Polizei bis zu seiner Absetzung 2008, und Armand Schockweiler, ehemaliger Chef der Kriminalpolizei. Ohne „leur protection, leur conseil et leur direction“ seien die Anschläge nicht möglich gewesen, schätzt die Staatsanwaltschaft.

In seiner Anklageschrift vom 25. März 2010 hatte der Staatsanwalt bloß zwei rangniedere Beamte der Brigade mobile de la Gendarmerie beschuldigt, weil einer bei einem Verhör im November 2006 damit geprahlt hatte, wie er mit Eierweckern Bomben zündete. Der Staatsanwalt orakelte aber, dass „la question de savoir s'ils ne bénéficient pas d'une certaine protection est loin de constituer une question purement théorique“ (S. 73). Das Gericht hoffte während des im Februar 2013 eröffneten Prozesses, dass die beiden Angeklagten Hintermänner preisgäben oder Zeugen unter Eid beim Lügen ertappt würden. Das ist sehr schlecht als recht gelungen, da alle Angebote des Gerichts, ein Geständnis mit mildernden Umständen zu belohnen, abgelehnt wurden.

## Die Justiz beschuldigt nun den Sicherheitsapparat des Staats, hinter den Anschlägen zu stecken

### Die Staatsanwaltschaft weigert sich, die Anschlagserie als Gefährdung der Staatssicherheit zu ahnden, um an einem „idealistischen“ Tatmotiv festzuhalten

Am meisten hatte sich das Gericht darüber gewundert, dass der Geheimdienst im Oktober 1985 die Beschattung des ehemaligen Kommandanten der Brigade mobile, Ben Geiben, für die paar Stunden unterbrochen hatte, während denen ein Anschlag auf das Gerichtsgebäude verübt worden war. Vielleicht um eine Erkenntnis zu verhindern, „die wir nicht erfahren dürfen, die in eine Richtung zeigt, die nicht sein darf“, mutmaßte Chefermittler Carlo Klein im April 2013. Doch die Akten waren verschwunden, alle Zeugen schwiegen. Danach drehte sich der Prozess im Kreis und wurde schließlich abgebrochen. Die Staatsanwaltschaft entlastete nun den Lieblingsverdächtigen Ben Geiben noch einmal ausdrücklich.

Generalstaatsanwalt Roby Biever hatte im März 2013 vor Gericht bedauert, dass derzeit „nicht der Prozess gegen die Haupturheber stattfindet“, denn „im Land und im Staat gibt es hochgestellte Personen, die genau wissen, wer für die Anschläge verantwortlich ist, oder die es gar selbst waren“. Ehrenstaatsminister Jacques Santer (CSV) hatte 2008 in einem Rundfunkinterview die politischen Parteien ermahnt, niemals zu vergessen, dass sie „irgendwie alle in diese Affäre involviert sind“. Der selbst recht passive Untersuchungsrichter Prosper Klein hatte von einer „Staatsaffäre, die nie herauskommen darf“ gesprochen.

Doch die ehemalige Gendarmerieführung wird jetzt Verbrechen beschuldigt wie „la tentative d'homicide, les coups et blessures volontaires, l'incendie criminel“, aber auch Falschaussagen und Justizbehinderung, nicht aber Verbrechen gegen die innere oder äußere Staatssicherheit, wie sie in Artikel 113 bis 135 des Strafgesetzbuchs beschrieben sind. So als seien anderthalb Dutzend Bombenanschläge auf öffentliche Institutionen und Infrastrukturen keine Bedrohung der Staatssicherheit. Bis heute weigern sich Justiz und Pres-

se, die Attentate „terroristisch“ zu nennen, weniger weil der Begriff erst 2010 in das Strafgesetzbuch aufgenommen wurde, als weil er politisch oder religiös randständigen Attentätern vorbehalten werden soll. *Bommeleecërten* aus unserer aller extremistischen Mitte mit Galauniform an kirchlichen Feiertagen und CGFP-Karte sollen dagegen nachträglich als Folklore verharmlost werden.

Indem die Staatsanwaltschaft darauf verzichtet, die Anschläge als Gefährdung der Staatssicherheit zu ahnden, hält sie an dem unpolitischen Tatmotiv fest, das sie im Jahr 2000 als „Fallanalyse“ bei dem traditionell auf dem rechten Auge blinden Bundeskriminalamt in Deutschland gekauft hatte. In dem Bericht heißt es, die „Täter der vorliegenden Serie handelten vermutlich aus einer

idealistischen Motivation heraus“, da Terroristen Attentate benutzten, „um ideologische, gesellschaftsverändernde Ziele zu verbreiten und hinterlassen i.d.R. ausführliche Bekenntnisse, denen diese Ziele zu entnehmen sind“ (S. 64). Scheinbar mit einem Hauch von Sympathie übernahm der Staatsanwalt also in seiner Anklageschrift von 2010, dass die Attentäter „agissent dans un but idéaliste, c'est-à-dire qu'ils veulent obtenir quelque chose de positif“ (S. 72).

Dem tatsächlichen Tatmotiv viel näher kam vielleicht der sizilianische Schriftsteller Leonardo Sciascia, der 1979 in seinen Tagebuchaufzeichnungen *Nero su nero* beschrieb, wie „Italien von einem ‚Extremismus, der sich nicht an den Extremen befindet‘, erschüttert wurde, sondern von ‚einem Extremismus der Mitte‘. Kurz gesagt: alle Verbrechen, die sich in den vergangenen Jahren in Italien ereigneten und die gegen den Staat, die Regierung, den Status quo, die Autorität, die Institutionen gerichtet schienen, dienten in Wirklichkeit dazu, sie zum unvermeidlichen Preis eines Prestigeverlusts intakt zu lassen, so wie sie sind. Alles ist eine Emanation der Macht und der Art und Weise, sie zu verwalten: Auch wenn diejenigen an der Macht nichts davon wissen und, wie man annehmen darf, sie als Individuen darüber so entsetzt sind wie wir. Das bedeutet so viel, als dass es in Italien eine höhere Macht gibt, der zu einer bestimmten Ausübung der Macht die Spannung in der Gesellschaft dient, die durch verbrecherische Taten genährt wird.“ Was die Frage nach den Hintermännern der Hintermänner aufwirft.



Patrick Gellius



Pierre Reuland, Ex-Generaldirektor der Polizei; Guy Stebens, Ex-Generalsekretär der Polizei

# Der Staat pumpt Millionen Steuergelder in Ausbau und Verbesserung von Betreuungsangebot und Gratis-Sprachförderung. Wie gut deren Qualität tatsächlich ist, behält er für sich

Ines Kurschat

Sie ist *die* Boom-Branche Luxemburgs: Mehr als 410 Millionen Euro investierte der Staat allein im vergangenen Jahr in die außerfamiliäre Kinderbetreuung und Gratis-Sprachförderung. Fast 60 000 Kinder profitierten 2018 von den Dienstleistungsschecks (*Chèques services*). Außer Steuergeld für Kindergärten und Tageseltern auszugeben, bemüht sich der Staat seit einiger Zeit verstärkt, die Qualität und die sprachliche Frühförderung im Kinderbetreuungsbereich zu verbessern. Wichtigstes Instrument: die Reform des Jugendgesetzes, das im April 2016 in Kraft trat und ein ganzes Maßnahmenpaket zur Qualitätssicherung schnürte.

Seither gilt: Wer als Betreiber einer privaten oder kommunalen Kindertagesstätte oder als Tagesmutter/-vater von staatlichen Subventionen profitieren will, verpflichtet sich, die Vorgaben des *nationalen Rahmenplans zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter* umzusetzen. Der vom Erziehungsministerium erstellte Plan erfasst auf 165 Seiten alle Aspekte im Betreuungsaltag: von der Pädagogik, also Erziehungszielen und „Wertorientierungen“, die ErzieherInnen vermitteln sollen, über Methoden und Anforderungen der bilingualen französisch-luxemburgischen Gratis-Sprachförderung, bis hin zur Ernährung und entwicklungsfördernden Aktivitäten. Dies altersgerecht unterteilt, also für Kleinkinder von null bis vier Jahren, Vorschulkinder und Schulpflichtige von sechs bis zwölf Jahren.

**Rahmenplan für mehr Qualität** Das Problem: Die Leitlinien werden von manchen Einrichtungen offenbar vorbildlich umgesetzt, von anderen eher als grobe Handlungsanleitung verstanden – wenn

sie denn überhaupt gelesen werden. Mal fehlen pädagogische Konzepte, mal ist das Angebot in den erforderlichen Aktivitätsbereichen lückenhaft, das gilt besonders für Naturwissenschaft und Technik, Werteerziehung, Mitbestimmung und Demokratie.

Eltern haben indes nach wie vor große Mühe, die Qualität des Betreuungsangebots realistisch einzuschätzen – im Vorfeld, bevor sie ihr Kind anmelden. Wohl sind staatlich subventionierte Kindergärten verpflichtet, dem Rahmenplan zu folgen und im pädagogischen Konzept zu beschreiben, wie sie die Leitlinien umsetzen. Doch ob das geschieht und wie gut, darüber können sich Eltern nur bedingt ein Bild machen und meistens erst, wenn ihr Kind bereits in der Krippe ist und sie die Realität vor Ort hautnah erleben. Wie dann schwarze Schafe rechtzeitig erkennen und meiden? Erfahrungsberichte über gute – oder schlechte – Tageseltern und Kindergärten werden in Facebook-Gruppen hoch gehandelt.

Vor allem bei Privatanbietern kommt es vor, dass pädagogischer Ansatz und Eckdaten zu Angebot und Qualifikation nicht zugänglich sind. Dann tauchen auf einmal Fotos aus Kindergärten auf, die von lückenhaften Luxemburgisch-, oder Französischkenntnissen und mieser Rechtschreibung zeugen und ernsthafte Zweifel an der Kompetenz zur sprachlichen Frühförderung aufkommen lassen. Weil sie höhere Gehälter bezahlen, ziehen luxemburgischsprachige Erzieher oft konventionierte Einrichtungen den privaten vor. „Es ist schwierig, luxemburgischsprachiges Erziehungspersonal zu finden“, sagt Elizabeth Cruz, in der Handelskammer für den Betreuungssektor zuständig.

„Eltern müssen sich emanzipieren und sich trauen, Erwartungen zu formulieren“, sagt Manuel Achten, Leiter der Abteilung Kinderhilfe im Erziehungsministerium. Seine Abteilung denkt derzeit über eine Neuauflage einer Informationsbroschüre *„Wie finde ich eine gute Kindertagesstätte?“* nach, um unsicheren Eltern die Suche zu erleichtern. „Je größer die Wahl wird und je stärker die Konkurrenz, desto besser wird das Angebot“, hofft Achten, der bedauert, dass es trotz aller Erfolge mit der Qualitätsoffensive „nicht schneller“ vorangehe. „Es gibt Anbieter, denen geht es weniger um die Pädagogik und die Kinder, als vielmehr ums Geschäft“, gibt er zu.

**Umsetzung lückenhaft** Um Betreiber bei der Umstellung zu unterstützen, aber auch um zu überprüfen, ob sie sich an gesetzliche Vorschriften halten, hat der Staat fünf regionale Agenturen eingerichtet: In den Regionen Luxemburg-Stadt, Grevenmacher, Differdingen, Esch-Alzette und Ettelbrück wurden insgesamt 25 SacharbeiterInnen eingestellt, die dem nationalen Jugenddienst SNJ unterstehen. 1 538 pädagogische Konzepte haben sie 2018 unter die Lupe genommen, 2 415 Kontrollbesuche absolviert, davon 1 151 bei Tageseltern, die ebenfalls über die Dienstleistungsschecks abrechnen können, sofern sie die Auflagen des Rahmenplans einhalten, und 1 174 bei Kinderkrippen und in *Maisons relais*. Nicht immer war alles im Lot: Vor Ort prüften die Sachverständigen Elemente aus dem Rahmenplan, wie kindgerechte Aktivitäten, Ernährung, Mitbestimmungsmöglichkeiten und anderes mehr. Bloß: Welche Folgen festgestellte Verstöße gegen die Qualitätsauflagen hatten, geht aus ihrem Bericht nicht hervor.

Wer mehr Informationen über die Qualität im Sektor erhofft, kommt mit dem Bericht kaum auf seine Kosten. Wie bei den Schulen hat sich das Ministerium dagegen entschieden, die Kontrollberichte zu veröffentlichen und Anbieter, die Qualitätsmängel aufwies, öffentlich zu nennen. „Das ist nicht vorgesehen“, bekräftigt Georges Metz, Leiter des SNJ auf *Land*-Nachfrage. Man sehe „die Kontrollen als Teil eines Prozesses, die Betreiber zu mehr Qualität anzuhalten“, so Metz, der beteuert, „keinen Okkultismus“ um Unzulänglichkeiten betreiben zu wollen. Die Logik dahinter: Der Staat will – zumindest in einer Übergangszeit – zu freiwilligen Verbesserungen anregen, statt Missetäter direkt zur Rechenschaft zu ziehen. Einrichtungen, die Auflagen nicht erfüllen, müssen Schwachpunkte nachbessern. Wer seine Betriebsgenehmigung behalten und weiter über den Dienstleistungsscheck abrechnen will, muss konform zu den Regeln sein.

Doch was bringt das den Kunden? Eltern, die ihr Kind bei einer Einrichtung oder einer Tagesmutter anmelden wollen oder bereits angemeldet haben, erfahren – anders als der Staat – nicht, wie gut eine Einrichtung bei den Kontrollvisiten abschneidet. Auch nicht, ob ihre Krippe oder Tagesmutter zu den Musterschülern zählt oder zu den Nachzügeln in punkto Qualität. Zur Verunsicherung tragen zudem Schreckensmeldungen bei, wie jene vor einem Jahr über die Kindertagesstätte in Bous, die per Gerichtsbeschluss plötzlich schließen musste und über deren mutmaßliche Fehlritte bis heute keine Einzelheiten gesichert bekannt sind. Stattdessen machten Gerüchte die Runde. Auf eine parlamentarische Anfrage der damaligen LSAP-Abgeordneten Taina

## Die Ermittlungen im Falle des Kindergartens in Bous sind inzwischen abgeschlossen, die Akten liegen bei der Staatsanwaltschaft

Bofferding und Simone Asselborn-Bintz verwies Erziehungsminister Claude Meisch (DP) im Dezember 2018 auf das Untersuchungsgeheimnis. Berufstätige Eltern wurden auf die staatliche Webseite [www.accueillirfant.lu](http://www.accueillirfant.lu) verwiesen. Mittlerweile sind die Ermittlungen abgeschlossen, die Akten liegen bei der Staatsanwaltschaft, so Gerichtssprecherin Diane Klein. Ob und gegen wen warum Anklage erhoben werden soll, erfuhr das *Land* nicht.

**En connaissance de cause?** Besagte Webseite war durch die Schließung verängstigten Eltern, die so eine Erfahrung nicht erneut machen wollten, nur bedingt eine Hilfe: Sie listet zwar Betreuungsangebote nach Regionen und Größe auf. Aber weder ist ersichtlich, ob Plätze frei sind, noch wie gut das Angebot ist. In der Regel sind Aktivitäten benannt, Betreuungsqualität, manchmal sogar der pädagogische Ansatz aber nicht. Der Staat kennt das Problem: „Besonders private Anbieter fürchten, Konkurrenten könnten ihr pädagogisches Konzept und somit ihre Geschäftsidee kopieren“, sagt Georges Metz vom SNJ. Statt verunsicherten Eltern mit klaren Kriterien bei der Orientierung zu helfen, etwa durch ein allgemein verbindliches, präzise geregeltes und verständliches Gütesiegel, setzt das Erziehungsministerium weitgehend auf selbstregulierende Marktkräfte. Dabei hatte Chefkoordinator Manuel Achten im Ministerium einst persönlich die Idee propagiert, mit einem Qualitätslabel mehr Einblick in die Betreuungsqualität zu erlauben. Inzwischen nimmt er davon Abstand. „Für ein Güte-Label braucht es Indikatoren, wie aber soll man ein pädagogisches Konzept bewerten?“, beschreibt Achten die Schwierigkeit. Der Gesetzgeber habe bewusst einen Rahmen vorgegeben, „damit die Einrichtungen eigene pädagogische Akzente setzen können“.

Dass der Markt es regelt, dass ein größeres Angebot automatisch zu besserer Qualität führt, scheint jedoch auch Achten zu bezweifeln: „Eltern müssen informiert sein, um ‚en connaissance de cause‘ ihre Wahl treffen zu können“, sagt er. Nur ist es mit der Wahlfreiheit so eine Sache: Sind Eltern berufstätig, können nicht auf Großeltern zurückgreifen und verdienen sie zudem zu wenig, um eine private Betreuung oder teurere Tageseltern zu bezahlen, bleibt ihnen nur, sich auf einen Gratis-Platz einer konventionierten Kindertagesstätte zu bewerben. Doch deren Wartelisten sind teils lang: trotz Reformen und Millioneninvestitionen haben Eltern kein Anrecht auf einen Betreuungsplatz für ihr Kind. Wer Sohn oder Tochter in einer kleiner Gruppe oder bei einer Tagesmutter/-vater besser versorgt wähnt, zahlt zudem meistens drauf – und riskiert, Abstriche bei der sprachlichen Frühförderung hinnehmen zu müssen, die Tageseltern nicht anbieten dürfen. Zweimal schon haben Tageselternverbände per Petition auf die unfaire Wahl aufmerksam gemacht, aber nie das nötige Quorum erreicht, um angehört zu werden.

Noch etwas bleibt außen vor: Nicht für jedes Kind ist die außerfamiliäre Betreuung gleich gut geeignet. Längst sind es nicht nur konservative Kreise wie [www.famill.lu](http://www.famill.lu), die vor den Folgen des Fremdbetreuungs-Booms warnen. Gilbert Pregno, Familienpsychologe und Präsident der Menschenrechtskommission, sieht den Ausbau der außerfamiliären Betreuung mit Sorge, obwohl er sie grundsätzlich begrüßt: „Manche Eltern betrachten die Fremdbetreuung als Erziehungersatz. Aber Kinder brauchen feste Bindungen.“ Die Tatsache, dass Behörden und Schulen immer mehr verhaltensauffällige Kinder melden, führt er auch auf die Betreuungsfrage zurück. „Wir haben eine gesellschaftliche Pflicht, allen Kindern eine adäquate Betreuung zu ermöglichen“, mahnt Pregno. Dafür müssten Eltern allerdings die Qualität der Betreuungsangebote realistisch einschätzen können.

# Eltern im Nebel



Eltern wollen die bestmögliche Betreuung für ihr Kind. Aber was, wenn die zu teuer ist oder Eltern deren Qualität nicht einschätzen können?

Deutschland

# Der Abräumer



Die Konservativen entdecken den Umweltschutz, Werbung von CDU/CSU auf Twitter

Martin Theobald, Berlin

Am Anfang war die Biene. Etwa 1,7 Millionen Menschen in Bayern unterzeichneten vor wenigen Monaten das Volksbegehren „Rettet die Bienen“. Dies sind immerhin ein Fünftel aller Wahlberechtigten im Freistaat. Und damit für Bayerns Ministerpräsident Markus Söder, gleichzeitig auch Parteivorsitzender der CSU, eine kritische Größe. Mit diesem Volksbegehren begann der sichtbare wundersame Wandel des Ersten Bayern im Staate. Denn ihm ist klar, will die CSU als Volkspartei überleben, muss sie bei einem Thema, das die Bürgerinnen und Bürger derart umtreibt, eine radikale Kehrtwende hinlegen. Horst Seehofer, Söders Vorgänger in beiden Ämtern, hatte den gleichen Instinkt, doch setzte er auf das falsche Thema: Migration. Und scheiterte.

Söders Kalkül: Wenn du eine mächtige Bewegung nicht verhindern kannst, dann kapere sie und setze dich an deren Spitze. Damit begann die Metamorphose der CSU von der Partei des rigorosen Wirtschaftswachstums zu einer des engagierten Umweltschutzes. Und das in einem verblüffenden Tempo: Im April teilte Markus Söder der erstaunten Landtagsfraktion mit, dass die Landesregierung die Forderung nach deutlich mehr Umwelt-, Natur- und Artenschutz übernehmen wolle. Ganz und gar. Der Landtag beschloss drei Monate später eine entsprechende Gesetzgebung, mit dem die Bayern nun alle anderen Bundesländer übertreffen. Zwar protestierten die Landwirte im Land vehement, als deren Schutzpatron sich die CSU bisher inszenierte. Doch diese machen nur zwei Prozent der Wähler aus – und sind damit für Söder inzwischen eine zu vernachlässigende Größe.

Während FDP-Chef Christian Lindner die Fridays-for-Future-Bewegung als Kinderkram abtat, traf sich Markus Söder still und heimlich in der Münchner Staatskanzlei mit den Umweltaktivisten. Nur ein Baustein zu dem Masterplan für ein ökologisches Bayern, der gut und gerne aus der Feder der

## Bislang stand die CSU hilflos neben der Resonanz auf ein schwedisches Schulkind, das Politikern die Leviten liest

Grünen stammen könnte. Bis 2040 soll der Freistaat komplett klimaneutral sein. Die bisherige Begrenzung für Photovoltaik-Anlagen wird nahezu aufgegeben, zudem sollen rund hundert neue Windanlagen entstehen. Wälder und Moore werden zu Kohlendioxid-Speichern ausgebaut, der Verbrauch von Plastik im Alltag drastisch gesenkt, selbstredend werden die Bienen gerettet und die Luft verbessert. Bereits nächstes Jahr sollen zwei Drittel des Fuhrparks der Staatsregierung nicht mehr mit Verbrennungsmotor fahren, auch müssen Beamte und Politiker auf Flugreisen verzichten, wenn es die Bahn als Alternative gibt.

Doch damit nicht genug. Was Bayern recht ist, soll Deutschland billig sein. Söder, so sein neuester Clou, will den Klimaschutz als verpflichtende Staatsaufgabe im Grundgesetz verankert haben. Dies sei eine Jahrhundertaufgabe, so der bayerische Ministerpräsident sehr staatsmännisch, die nicht in irgendwelchen Parteienstreit gehöre. Verkündete es zu Beginn dieser Woche und machte sich auf der Suche nach Verbündeten bei Bund, Ländern und Kommunen. Ob nun die plötzliche Ökologisierung die CSU in ihren Grundfesten erschüttern wird, ist nicht zu befürchten. Den Apparat der Partei hat der ehrgeizige Machtmensch voll auf seine Linie gebracht. Weder in der bayerischen Regierung noch in der Landtagsfraktion gibt es ernstzunehmende

Gegenspieler – und die Partei möchte nach dem herben Dämpfer bei der letzten Landtagswahl sich endlich wieder auf der Gewinnerseite sehen. Das hat auch Alexander Dobrindt, einst Verkehrsminister, Grünen-Basher und PS-Protz-Förderer in Berlin, verinnerlicht. Noch bevor Söder Zeit hatte, seine Pläne zu erläutern, preschte Dobrindt vor: Verteuerung von Flugtickets, Senkung der Mehrwertsteuer bei Bahntickets und Radikalumbau der Kfz-Steuer zu Lasten hochmotorisierter Geländewagen – die gerne auch von den bayerischen Auto-schmieden Audi und BMW produziert werden.

Nicht nur die Grünen reiben sich verwundet die Augen. Politische Beobachter in Berlin sind ob des Tempos des bayerischen Natur- und Parteienschutzes überrascht. Die Einordnung, ob es purer Opportunismus oder neue Erkenntnis ist, fällt schwer. Doch der Weg lässt sich mit der Persönlichkeit Söders erklären. Er hatte schon immer ein Bauchgefühl für politische Stimmungen und scheute selten die 180-Grad-Wende. Eben bei der Migrationspolitik. Erst heftiger denn alle anderen, dann ließ er seinen damaligen Chef Horst Seehofer alleine im Regen stehen. Zu Söder gehört aber auch, dass er bei Umweltthemen sich schon immer sensibel zeigte. 2007 forderte er als erster Politiker ein Verbot der Neuzulassung von Autos mit herkömmlichen Verbrennungsmotoren ab dem Jahr 2020. Zwei Jahre stellte er sich gegen den umstrittenen Donauausbau. Seine Weitsicht: „Wenn wir als CSU in der Zukunft mehr Prozentpunkte wollen als 43, dann ist es wichtig, dass wir uns den Zielgruppen zuwenden, die sich nicht nur mit dem Beton beschäftigen.“ Intern argumentierte er, dass man nicht immer einflussloser werdende Wählergruppen bedienen könne und dabei zusehen müsse, wie die Leistungsträger der Zukunft zu den Grünen abwanderten.

Bislang stand die Partei eher hilflos neben der Riesenresonanz auf ein schwedisches Schulkind, das

den untätigen Politikern die Leviten liest, aber auch vor dem kometenhaften Aufschwung der Grünen wie dem bodenlosen Absturz der Sozialdemokraten. „Zwei Megatrends“ würden die Welt verändern, diagnostizierte Söder neulich, „Digitalisierung und Klimawandel.“ Bei beiden dürfe seine Partei nicht den Anschluss verlieren. Dies darf auch nicht bei Machtoptionen im Land wie im Bund passieren – wenn es

für Schwarz-Rot nicht mehr reicht, dann doch für Schwarz-Grün. Doch es muss sich erst zeigen, ob Söder die Rechnung nicht doch ohne seine Parteibasis gemacht hat, die sich noch immer im ländlichen Bayern rekrutiert und zunehmend nicht mehr in den Großstädten des Landes. Wenn die Partei ihm nicht bei der Kehrtwende folgt, dann steht er am Ende als Maulheld da. Dies auch nicht zum ersten Mal.

Roumanie

# Complices par inaction

Mirel Bran, Bucarest

Des milliers de Roumains se sont rassemblés le week-end dernier devant le siège du ministère de l'Intérieur une bougie à la main. Ces manifestations silencieuses ont eu lieu dans toutes les grandes villes du pays, mais sous ce silence se cache un cri de colère. Les gens protestent contre l'incompétence des autorités qui n'ont pas su empêcher le meurtre d'une jeune fille, et ils demandent la démission du gouvernement. « Nous n'avons jamais eu autant d'idiots au pouvoir ! » a déclaré Tudor Comsa, un manifestant de Bucarest. Le népotisme, l'incompétence et la corruption mènent au crime. Le gouvernement doit partir, il n'a rien à voir avec l'Europe et avec la vie qu'on veut avoir en Roumanie. »

## Le meurtre d'une jeune fille émeut la Roumanie

Que s'est-il passé ? Mercredi 24 juillet, la jeune Alexandra, âgée de quinze ans, fait de l'auto-stop pour se rendre à Caracal, ville située à huit kilomètres de chez elle. Un voyage dont elle ne reviendra pas. Une voiture s'arrête, elle monte. Gheorghe Dinca, le chauffeur, un mécanicien de 65 ans, lui dit qu'il va la déposer chez elle. Mais il a un autre plan. Il la frappe, la ligote et l'emmène dans sa maison perdue au fond d'une cour de 3 000 mètres carrés digne d'un *blockbuster* d'horreur. Il continue à la frapper et la viole à plusieurs reprises. Pendant ce temps les parents de la jeune fille ont déposé plainte à la police qui ne donne pas suite. Selon le père, les policiers lui ont dit que si sa fille avait fait une fugue avec son copain, il devrait payer le coût de l'enquête.

Jeudi matin 25 juillet. Alexandra profite d'un moment d'inattention de son bourreau, récupère son portable et appelle le 112. Trois fois. Elle raconte son histoire aux policiers, qui ne semblent pas pressés d'agir. « Il arrive, il arrive », s'écrie-t-elle avant que la communication s'interrompe. La police locale décide d'envoyer une équipe pour localiser l'endroit décrit par la jeune fille. Quelques heures plus tard, la voiture de police se gare à proximité de la maison du tueur et les policiers attendent l'ordre d'intervenir. Il fait déjà nuit et le feu vert des responsables n'arrive que le vendredi matin 26 juillet. Pendant que les policiers attendent, Gheorghe Dinca découpe le corps inanimé de la petite Alexandra, met ses os dans l'acide et brûle sa chair afin d'effacer les traces de son crime. Il savait y faire, car il avait kidnappé une autre jeune fille en avril dernier, l'avait séquestrée et violée chez lui pendant trois mois avant de s'en débarrasser de la même façon.

Ce n'est que le vendredi matin 26 juillet, lorsqu'ils prennent d'assaut la maison du criminel, que les policiers réalisent l'ampleur de la tragédie dont ils ont été complices par leur inaction. L'enquête a révélé des actes de nature à heurter le public, et les communiqués à ce sujet sont retenus. Plusieurs têtes sont tombées : la direction de la police locale, des chefs de la police nationale et du service des télécommunications qui gère les appels d'urgence. Mais les Roumains en colère ne veulent pas en rester là et demandent la démission du gouvernement.

Les manifestations antigouvernementales risquent de faire tache d'huile et le meurtre d'Alexandra secoue aussi l'échiquier politique. L'objectif du gouvernement social-démocrate qui est aux commandes depuis 2016 a été de limiter le pouvoir des procureurs pour sauver la face de Liviu Dragnea, l'ancien chef du Parti social-démocrate (PSD). Ces dernières années les procureurs ont envoyé derrière les barreaux des centaines de députés, sénateurs, ministres, maires et autres personnages politiques. Le parti de gouvernement a tout essayé pour mettre fin à l'opération « Mains propres » et couper les ailes de la justice.

Mais les procureurs ont gagné, et le 28 mai Liviu Dragnea a été condamné à trois ans et demi de prison ferme. Néanmoins le gouvernement a poursuivi son offensive contre la justice et limité le pouvoir des magistrats. L'affaire Alexandra s'inscrit dans le conflit entre un gouvernement qui veut protéger ses acolytes et des institutions policières et judiciaires affaiblies par le nouveau cadre législatif.

Suite aux manifestations qui secouent la Roumanie depuis le week-end dernier, le président libéral Klaus Iohannis, dans l'opposition, est sorti de sa réserve. « Le gouvernement est moralement responsable de cette tragédie, a-t-il déclaré dimanche 28 juillet. Ses représentants ont massacré les lois pénales. Si le gouvernement ne renonce pas à modifier les lois pénales je vais constituer une nouvelle majorité à la première occasion. Nous avons besoin d'un gouvernement qui renforce les institutions de l'État et défend les Roumains comme c'est le cas de chaque citoyen européen. » La bataille qu'a menée Alexandra pour sa vie a échoué, mais la bataille politique ne fait que commencer.

## Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu  
www.land.lu  
téléphone 485757-1

# Für Firmen in Bürogebäuden will Energieminister Claude Turmes (Grüne) es attraktiv machen, zu Strom-Prosumenten zu werden. So bekomme man besonders schnell viel Solarstrom ins Netz

# Rifkin, mal anders

Peter Feist

„Prosument“: Das Wort begann in Luxemburg die Runde zu machen, nachdem der US-Ökonom und Futurologe Jeremy Rifkin im November 2016 orakelt hatte, in einer vernetzten und digitalisierten Gesellschaft werde eine „Sharing Economy“ entstehen. Vermittelt durch das Internet, würden die Menschen untereinander Dinge zu teilen beginnen, Elektrizität zum Beispiel: Wegen des Preisverfalls der Solarstrommodule werde nicht nur die Eigenversorgung mit Sonnenstrom vom Dach immer interessanter, sondern auch die Weitergabe des Anteils, den man selber nicht verbraucht. Das „Energie-Internet“, meinte Rifkin in seinem Bericht über die „dritte Industrielle Revolution“, werde vermutlich den Einstieg bilden in die *Sharing Economy* aus Prosumenten, die teils Produzent, teils Konsument wären.

Dem wollte LSAP-Wirtschaftsminister Etienne Schneider unter der vorigen Regierung den Weg bereiten und reichte im März 2018 im Parlament einen Gesetzentwurf ein. Denn noch ist in Luxemburg nicht möglich, was in manchen anderen Ländern schon funktioniert. In den USA und in Australien zum Beispiel haben Bürger „Mikro-Netzgesellschaften“ gegründet und versorgen sich und ihre Nachbarn mit Strom aus Solar-Panels, in die sie investiert haben. In der EU beginnt das auch, aber von Land zu Land in unterschiedlichem Maß. Im vergangenen Jahr untersuchte die von der EU-Kommission geförderte Studie *PVP4Grid* die regulatorischen Bedingungen in Deutschland, Österreich, Belgien, Frankreich, den Niederlanden, Italien, Spanien und Portugal. Der Studie zufolge ist die gemeinsame Nutzung von Photovoltaik-Anlagen in einem Gebäude in Belgien, Italien und Spanien verboten, in den fünf anderen Ländern ist sie erlaubt. Die Versorgung mit Solarstrom auf Stadtviertel-Ebene hingegen war beim damaligen Stand nur in Frankreich und den Niederlanden rechtlich möglich und wirtschaftlich umsetzbar.

Verglichen damit, ist in Luxemburg noch weniger machbar. Nicht nur das *Sharing* von Strom ist nicht möglich. Selbstversorger gibt es ebenfalls keine, denn wer das werden wollte, müsste ganz aus dem Stromnetz gehen und regelrecht autark werden. Was einerseits riskant ist, weil dann das Netz nicht als Puffer zur Verfügung stünde, wenn keine Sonne scheint. Andererseits ist es wirtschaftlich unsinnig: Wer am Netz bleibt und selber produzierten grünen Strom dort einspeist, erhält dafür 15 Jahre lang einen vergünstigten Tarif garantiert. Den Eigenbedarf an Strom aus dem Netz zu beziehen, lohnt sich auch, denn die Luxemburger Strompreise gehören zu den EU-weit niedrigsten.

Schneiders Gesetzentwurf will Schluss damit machen, dass Selbstversorgung gleich Autarkie sein muss: Betreiber einer Solarstromanlage – oder eines Mini-Windkraftwerks – sollen wählen können, wie viel Eigenstrom sie selber verbrauchen und wie viel sie ins Netz einspeisen. Außerdem ist in dem Entwurf von „Energie-Gemeinschaften“ die Rede: Eine solche würden mehrere Anlagenbetreiber bilden, die untereinander Strom teilen möchten. Reicht der geteilte Strom nicht aus, um den Bedarf der Gemeinschaft zu decken, würde sie den Rest von einem traditionellen Stromversorger beziehen. Über das Strom-*Sharing* müssten die Gemeinschaftsmitglieder unter sich einen Vertrag abschließen, über den „Reststrombezug“ schliesse die Gemeinschaft einen Vertrag mit dem Versorger ab.

Das Wirtschaftsministerium räumte im Frühjahr 2018 selber ein, der Gesetzentwurf sei „keine Revolution“, sondern „ein erster Schritt“ (*d'Land*, 9.3.2018). Claude Turmes (Grüne), Etienne Schneiders Nachfolger im Energiereich, das in der zweiten DP-LSAP-Grüne-Regierung wieder von einem eigenen Minister geleitet wird, geht Schneiders Entwurf ebenfalls nicht weit genug: „Ich bin mir nicht sicher, ob dieses Gesetz helfen würde, eine Solarstrom-Offensive loszutreten.“ So eine Offensive brauche Luxemburg aber, „ich will so viel Solarstrom wie möglich“, sagt Turmes dem *Land*. 23 bis 25 Prozent des heimischen Energieverbrauchs sollen bis 2030 aus erneuerbaren Quellen gedeckt werden, hat die Regierung im Februar beschlossen, rund drei Viertel davon aus einheimischem Aufkommen, der Rest in Kooperationen mit anderen EU-Staaten. 23 bis 25 Prozent sind ziemlich viel, mehr als eine Verdoppelung des Ziels von elf Prozent bis 2020. Turmes will Schneiders Gesetzentwurf ändern, damit daraus ein „Solarstrom-Beschleunigungsgesetz“ wird.

Der springende Punkt ist, dass Selbstversorgung und Energie-Gemeinschaften sich auf dem Papier gut lesen und nach „Rifkin“ klingen, aber wie viel davon Realität werden könnte, fragt sich. Etienne Schneiders Gesetzentwurf zielt auf Privatpersonen ab, doch wenn die sich eine Solaranlage anschaffen, würden sie auch unter dem neuen Gesetz wirtschaftlich am klügsten handeln, wenn sie sämtlichen selber produzierten Strom zum vergünstigten Tarif ins Netz einspeisen und ihren Eigenbedarf ebenfalls aus dem Netz von einem klassischen Versorger decken. Ändern könnte sich das erst, wenn entweder der Netzstrom viel teurer



Büros hinter Photovoltaik-Fassade: Gebäude der staatlichen Naturschutz- und Forstverwaltung in Diekirch

würde, weil darauf zusätzliche Steuern erhoben würden, oder die Preise für Solaranlagen weiter drastisch fallen. Zusätzliche Stromsteuern einzuführen aber müsste politisch begründet werden. Für LSAP-Energieminister kam das nie in Frage: einerseits aus sozialpolitischen Erwägungen, andererseits um den Wirtschaftsstandort attraktiv zu halten. Claude Turmes hielt sich in dieser Frage bisher ebenfalls zurück (*d'Land*, 1.3.2019).

Die Solaranlagenpreise wiederum sinken nicht mehr – allen Prognosen Jeremy Rifkins zum Trotz. Luxemburger Installateurbetriebe sagen, seit 2018 habe es keine großen Änderungen mehr gegeben; tendenziell zeige die Preisentwicklung sogar leicht nach oben: Die Anlagen würden effizienter, dadurch pro Watt leicht teurer. Hinzu kommt, dass Anlagen, mit denen Selbstversorgung oder *Sharing* angestrebt wird, einen Akku als Speicher benötigen könnten; nicht in jedem Fall, aber manchmal schon. Solche Akkus kosten Tausende Euro, staatlich bezuschusst wird ihr Kauf nicht, und 2018 zumindest hieß es aus dem Wirtschaftsministerium, das sei auch nicht geplant. So dass Etienne Schneiders Gesetzentwurf in erster Linie dem „volkswirtschaftlichen Ziel“ verpflichtet zu sein scheint, von dem das Wirtschaftsministerium vor anderthalb

Jahren sagte, es bestehe darin, mit der aufkommenden *Sharing Economy* weder den klassischen Stromversorgern zu schnell zu viele zahlende Kunden zu nehmen, noch den Netzbetreibern.

Claude Turmes will Etienne Schneiders Gesetzentwurf aber nur punktuell ändern, wie er sagt. Seine „Solarstrom-Offensive“ will er weniger unter Privatleuten anstoßen, sondern vor allem unter Firmen, die in Bürogebäuden ihren Sitz haben, Banken, Beraterunternehmen, große Anwaltskanzleien. Große Handwerksbetriebe kämen auch infrage. Solche Unternehmen könnten Solaranlagen im Leistungsbereich 30 bis 200 Kilowatt bei sich installieren. „In diesem Bereich geschieht noch wenig, ich will, dass dort in den nächsten Jahren die Musik spielt“, sagt Turmes.

Warum gerade dort? – Weil diese Betriebe ihre Gebäude über elektrische Wärmepumpen beheizen könnten, ihre Klimatisierung schon elektrisch gespeist wird, Beleuchtung, Computer und Server natürlich auch. Hinzu könnten in der Tiefgarage oder auf dem Parkplatz des Betriebs Ladesäulen für Elektroautos der Mitarbeiter kommen. Alles durch Solarstrom versorgt, und: Wer sein Elektroauto tagsüber im Betrieb lädt, braucht das nachts über zu Hause

**Anders als Jeremy Rifkin orakelt hatte, sinken die Solaranlagenpreise nicht mehr. Die *Sharing Economy* der Strom-Prosumenten dürfte noch eine Weile auf sich warten lassen**

entweder gar nicht oder weniger lange zu tun – dann, wenn der Großteil der Elektroautobesitzer das macht. „In den Bürogebäuden steckt viel mehr Potenzial an kritischer Masse als in den Privathaushalten“, sagt der Energieminister. Ein Privathaushalt mit Solaranlage komme maximal auf 15 Prozent Eigenversorgungsanteil, mit Akku vielleicht auf 35 Prozent. Dagegen seien in einem Bürogebäude 50 Prozent und mehr drin.

Mit *Sharing Economy* nach Rifkin hat dieser Ansatz freilich wenig zu tun, nur mit Selbstversorgung. Der Gesetzentwurf soll deshalb so ergänzt werden, dass Eigenstromverbrauch auch für Betriebe, wie Turmes sie im Auge hat, möglich wird. Eine andere Frage ist, wie das wirtschaftlich attraktiv werden kann. Turmes räumt ein, sein Ministerium sei noch dabei, dazu Konzepte zu erstellen.

Denn wie die Dinge aktuell liegen, profitieren natürlich auch Firmen in Bürogebäuden von den hierzulande günstigen Strompreisen. Hinzu kommt für sie die Möglichkeit, mit Stromversorgern Sonderkonditionen aushandeln zu können. Eine Solarstrom-Eigenversorgung damit konkurrieren zu lassen oder sie parallel zu schalten, ist nicht einfach – zumal wenn die Anlagenpreise derzeit nicht mehr sinken.

Eines kann Turmes schon sagen: Würde eine Firma sich aus einer Solaranlage selber versorgen, so weit das geht, sollen, wie Etienne Schneiders Gesetzentwurf das für Privatleute bereits vorgesehen hat, darauf keine Steuern erhoben werden. Die Grundsatzentscheidung hatte die vorige Regierung gefällt: Die Sonne könne man nicht besteuern. Der Energieminister will dieses Prinzip auf Firmen-Selbstversorger ausweiten. Klären will er bis zum Herbst auch, ob es einen staatlichen Zuschuss für Akkus geben kann; diese Frage ist unter der neuen Regierung wieder offen. Für Betriebe könnte eine Stromspeicher-Bezuschussung bedeutungsvoller sein als für Privatleute. Ob es weitere Anreize geben kann, will Claude Turmes nach den Sommerferien beantworten.

Offensichtlich entspannter als Etienne Schneider sieht Turmes die Frage, ob Selbstversorgung nicht die Finanzierung der Stromnetze in Gefahr bringt. Vor anderthalb Jahren war das ein wichtiger Punkt bei der Ausarbeitung von Etienne Schneiders Gesetzentwurf gewesen: Die Netzkosten sind an den Strombezug gekoppelt, steigen proportional mit jeder Kilowattstunde, die verbraucht wird. Für Privathaushalte machen sie rund 40 Prozent vom Gesamt-Strompreis aus. Etienne Schneiders Wirtschaftsministerium sah in den Netzen eine öffentliche Daseinsfürsorge, die am besten von allen Energieverbrauchern finanziert werden sollte. Bezahlte einer weniger, weil er sich den Strom aus einer Solaranlage vom Dach holt statt aus dem Netz, könne das unfair sein gegenüber jenen, die sich keine Anlage leisten können, oder deren Dach ungünstig liegt, oder deren Haus im geschützten Sektor einer Gemeinde steht, wo Solarmodule auf Dächern nicht erlaubt sind.

Claude Turmes hält dagegen, am Gesamtverbrauch gemessen werde der Eigenstromanteil trotz Solaroffensive noch eine ganze Zeit lang klein bleiben. Ein Gerechtigkeitsproblem werde die Netzfinanzierung so bald nicht stellen. Schneller, hofft Turmes, könnten Bürger sich an Solarstrom-Genossenschaften beteiligen. „Auch wer kein eigenes Dach hat, auf dem sich ein Photovoltaik-Modul installieren lässt, kennt bestimmt einen, der eines hat, und dann finden beide noch weitere Interessierte.“ Für solche Genossenschaften hat die Regierung im April die Ertragsbedingungen verbessert. Die großherzogliche Verordnung über die garantierten Solarstrom-Einspeisetarife wurde einerseits für kleine Anlagen bis 30 Kilowatt überarbeitet, die Privatleute interessieren, und diese Tarife um etwa ein Drittel erhöht. Neu geschaffen wurde ein Leistungsbereich 200 bis 500 Kilowatt, der für Genossenschaften beziehungsweise Sociétés civiles als Anlagenbetreiber gedacht ist. Das ist ein weiteres Instrument der Solar-Initiative.

La Cour des comptes européenne épingle l’Autorité bancaire européenne

# Tests non stressés

Georges Canto

Créée en 2010, l’Autorité bancaire européenne, qui siège désormais à Paris pour cause de Brexit, a été chargée entre autres missions de soumettre les banques de l’UE à des tests de résistance. Quatre vagues ont déjà été réalisées en 2011, 2014, 2016 et 2018, laissant à chaque fois l’impression confuse que les banques testées s’en tiraient à bon compte et que, comme dans *l’École des fans*, une célèbre émission de télévision des années 80 où concouraient des enfants, tout le monde avait gagné. Ce qui fut justement le cas du dernier stress test, dont les résultats ont été publiés en novembre 2018, où aucune des 48 banques testées n’a échoué !

Ce sentiment est confirmé aujourd’hui au plus haut niveau : dans un rapport publié le 10 juillet\* et passé quelque peu inaperçu, la Cour des comptes européenne, établie à Luxembourg, a sévèrement épingle la vague 2018 et proposé d’importantes corrections pour les suivantes.

Ces tests sont des simulations comptables permettant de voir, sur la base de scénarios financiers ou économiques extrêmes, si les banques détiennent suffisamment de fonds propres, une exigence déjà ancienne mais devenue cruciale depuis la crise économique et financière de 2008.

Pour réaliser sa quatrième vague de tests, l’ABE a soumis les comptes 2017 des banques à deux hypothèses dévolutives, dont une particulièrement « noire » : chute de 2,7 pour cent du PIB européen entre 2018 et 2020, accompagnée d’une montée du taux de chômage de 3,3 points, de risques économiques liés au Brexit et d’une chute des prix de l’immobilier. Quarante-huit banques issues de quinze pays, y ont été soumises, dont 33 de la zone euro, mais aucune au Luxembourg.

Pour le croate Neven Mates, membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport, ce test aurait dû être plus sévère, car les chocs simulés étaient moins violents que ceux subis lors de la crise financière de 2008 et que le scénario défavorable utilisé ne reflétait pas de manière satisfaisante l’ensemble des risques, notamment systémiques, pour le système financier de l’Union.

D’autres critiques sont soulevées. Le nombre des établissements examinés était réduit (48), de même que celui des pays (quinze). Toutes les banques vulnérables n’ont pas été soumises au test : ainsi en Italie, où la fragilité des banques est connue depuis longtemps, seules les deux plus grandes ont été testées !

Bien que l’ABE ait publié une quantité impressionnante de données, certaines informations-clés, comme les exigences de fonds propres pour les nouveaux actifs, faisaient défaut. Le scénario défavorable était moins sévère dans les pays où l’économie était plus faible et le système financier plus vulnérable. Ainsi la réussite au test pouvait dépendre d’un « niveau de tension » plus modéré et non d’une meilleure solvabilité, alors que le test de 2018 était présenté comme plus dur que le précédent.

La Cour des comptes incrimine les « ressources très limitées » de l’ABE et la complexité de son système de gouvernance qui la rendent incapable de mener à bien toute seule, dans un délai assez court, une telle tâche, qui fait intervenir de nombreuses parties prenantes.

De ce fait, elle s’est largement appuyée sur les autorités nationales de surveillance, elles-mêmes adeptes de la « méthode ascendante » et sur la Banque centrale européenne, alors même qu’elle n’était pas en mesure de les superviser efficacement. De plus selon le rapport « au début du processus, l’ABE n’a précisé ni les risques ni le degré de sévérité qu’elle estimait pertinents pour le test de résistance », les scénarios ayant été élaborés par le Comité européen du risque systémique (CERS).

En conséquence, « la conception ainsi que la mise en œuvre du test de résistance péchaient par un manque de dimension européenne, une manière de procéder qui n’a guère permis de garantir la comparabilité, l’objectivité et la fiabilité des résultats enregistrés pour les banques dans les différents États membres ».

La Cour des comptes européenne ne s’est pas penchée sur les stress tests antérieurs à 2018, mais ces derniers avaient déjà essuyé de vives critiques des professionnels de la finance, des agences de notation et de la presse.



La BCEE, la Bil et la KBL furent soumises au test en 2014 non sans ajustements pour les prêts considérés à risque

**Bien que l’ABE ait publié une quantité impressionnante de données, certaines informations-clés, comme les exigences de fonds propres pour les nouveaux actifs, faisaient défaut**

En juillet 2010, avant même que l’ABE ne démarre son activité, le Comité des régulateurs européens (CEBS) avait organisé des tests de résistance très controversés auprès de 91 banques européennes. En plein cœur de la crise, seules sept d’entre elles avaient échoué, dont cinq petits établissements espagnols et leur recapitalisation portait sur 3,5 milliards d’euros, un montant plus modeste. Parmi les 84 banques ayant passé les tests avec succès, plusieurs se situaient exactement à la limite requise, ou très légèrement au-dessus, dont de nombreuses caisses d’épargne allemandes et espagnoles.

À l’époque de nombreux analystes avaient trouvé ces tests bien indulgents, surtout par comparaison à ceux menés aux États-Unis en 2009, où dix banques sur 19 avaient été recalées. Ils faisaient observer qu’aucun établissement européen coté n’avait échoué, ne dissimulant aucune des craintes qui existaient alors. De fait, dès le mois de novembre suivant, le gouvernement irlandais dut mettre en place un plan de sauvetage bancaire de 85 milliards d’euros dont 35 destinés à recapitaliser les quatre principales banques du pays, qui avaient pourtant passé sans encombre les tests de résistance menés quelques mois plus tôt !

Dès l’année suivante l’ABE tout juste créée promettait des tests plus sérieux. Mais la publication, en juillet 2011, de sa première vague de résultats a suscité une grande déception. Tandis que le *Financial Times* trouvait l’exercice « pas assez dur pour restaurer la confiance des investisseurs dans le système financier de l’eurozone », un expert reconnu comme Georges

Ugeux déclarait même que « les stress tests des banques européennes constituent un faux ».

Sur le même total de 91 banques, représentant 65 pour cent des actifs bancaires européens, à peine neuf établissements, dont à nouveau cinq espagnols (mais aussi deux grecs, un autrichien et un allemand) étaient recalés, et les sommes totales à ajouter à leurs fonds propres s’élevaient à seulement 2,5 milliards d’euros. « Des montants de pacotille » selon Ugeux, qui faisait observer qu’au même moment « l’encours de la dette sur les trois pays les plus menacés – Portugal, Grèce et Irlande – représentait environ cent milliards d’euros pour les seules banques européennes, et au moins le même montant pour la BCE ». Pour lui, « il aurait mieux valu ne rien faire que de se livrer à des stress tests qui jettent encore plus le discrédit sur les dirigeants européens ». À nouveau, quelques mois plus tard, l’Espagnole Bankia, qui avait pourtant réussi le test de 2011, se retrouvait en situation de quasi-faillite. Goldman Sachs avait publié à l’époque une note de recherche indiquant qu’avec des hypothèses plus dures mais plus réalistes que celles de l’ABE cinquante banques européennes sur 91 pourraient échouer aux tests, impliquant un besoin de recapitalisation de près de 300 milliards d’euros !

L’année 2014 devait en principe marquer un tournant. Publiés fin octobre, les tests avaient été étendus aux 123 banques, pesant 85 pour cent des actifs bancaires européens, dont la BCE s’apprêtait un mois plus tard à assurer la supervision en direct. Conçus avec l’aide du cabinet privé Oliver Wyman, ils avaient été précédés d’un examen de la qualité des bilans (asset quality review, AQR)

Mais la déception allait de nouveau être au rendez-vous. À la fin décembre 2013, 25 banques, essentiellement d’Europe du Sud, avaient été invitées à se recapitaliser à hauteur de 25 milliards d’euros. À l’automne suivant, treize n’avaient pu y parvenir mais il fallait encore soustraire de ce nombre les établissements en restructuration comme Dexia, de sorte que seules huit banques ressortaient avec une insuffisance de fonds propres, pour un total inférieur à sept milliards d’euros. Parmi elles l’emblématique Monte dei Paschi di Siena, mais aucun autre grand nom bancaire ne figurait dans la liste et les observateurs regrettaient l’insuffisante prise en compte de certains risques, comme celui de déflation ou de krach boursier, dans les scénarios de crise.

Chronique Internet

## Hack embarrassant pour Capital One

Jean Lasar

Le FBI a révélé cette semaine une cyber-attaque d’envergure et en même temps assez peu raffinée contre une grande banque américaine, Capital One. Lors de cette attaque perpétrée en mars dernier et révélée lundi, les données contenues dans un total de 106 millions de demandes de cartes de crédit ont été téléchargées grâce à une faille de configuration dans le firewall d’un serveur sur le cloud. Les données concernent cent millions d’Américains et six millions de Canadiens. En plus des noms, adresses, numéros de téléphone et dates de naissance des demandeurs, le fichier volé contient 140 000 numéros de sécurité sociale, 80 000 numéros de compte bancaire, ainsi que des fiches de crédit et des données transactionnelles.

**La hackeuse ne savait trop que faire de cet encombrant paquet de données décrit comme « veste d’explosifs »**

Alors que pour le précédent hack d’une taille comparable, celui ayant frappé Equifax en 2017, on ne sait toujours pas qui l’a commis, les enquêteurs ont cette fois pu annoncer avoir déjà arrêté une personne présentée comme son auteur présumé. Il s’agit de Paige A. Thompson, une femme de 33 ans habitant Seattle, mise en examen pour fraude informatique. D’après le FBI, les données volées sont restées en ligne sur Github environ trois mois, sans que l’on sache avec certitude si elles ont été téléchargées ou non. Le FBI veut croire que cela n’a pas été le cas. « Sur la base de notre analyse à ce jour, nous pensons qu’il est improbable que l’information ait été utilisée pour des escroqueries ou disséminée par cet individu », écrit l’agence fédérale.

Cette évaluation repose sur l’analyse du trafic sur Github et les confidences de la hackeuse qui intervenait sur des forums sous le pseudo « erratic ». Elle y aurait évoqué son acte et fait état de son embarras : apparemment, elle se sentait vulnérable et ne savait trop que faire de cet encombrant paquet de données qu’elle décrit à un moment donné comme une « veste d’explosifs » qu’elle aurait enfilé.

L’affaire semble donc, selon ces premières constatations, se terminer plutôt bien pour la banque visée et ses clients, qui sont toutefois enjoint à redoubler de prudence. Il reste néanmoins quelques zones d’ombre. C’est un tiers qui a révélé le pot-aux-roses – « faites-moi savoir si vous voulez de l’aide pour identifier (les coupables) », a-t-il écrit dans un email adressé à la banque –, ce qui suggère que les données ne sont pas passées entièrement inaperçues pendant tout ce temps. Il reste aussi la question de la faille technique. Capital One conservait ce fichier hautement sensible sur un serveur d’Amazon Web Services, mais a précisé que la vulnérabilité était de son fait et concernait sa propre infrastructure, pas celle d’Amazon. Le *New York Times* a comparé l’erreur commise par la banque à celle consistant à laisser la fenêtre ouverte dans une de ses agences tant, selon les éléments publiés, l’attaque était peu sophistiquée. Capital One, une des premières banques à placer ses données sur le cloud, a indiqué s’attendre à dépenser au moins 100 millions de dollars pour faire face à l’incident, tandis que son assurance contre les pertes informatiques est susceptible de couvrir jusqu’à 400 millions de dollars. Une plainte aspirant au statut de « class action » a été déposée contre elle mardi.

Reste aussi à cerner l’historique et la personnalité de Paige Thompson. La jeune femme a été employée d’Amazon en tant qu’ingénieur systèmes de 2015 à 2016. L’image qui émerge est celle d’une personne s’estimant protégée par l’anonymat apporté par le navigateur Tor et le réseau privé virtuel (VPN) IPredator dont elle se servait, mais qui ne mesurait pas le niveau de discipline requis pour garantir son intracçabilité, tant en matière technique qu’au plan de son comportement en ligne. Un des comptes sur lesquels elle s’exprimait était lié à son identité réelle, offrant aux enquêteurs un fil sur lequel il leur a suffi de tirer pour arriver jusqu’à la pelote.

cvChangement de modèle en 2016, avec la publication fin juillet des résultats des tests lancés cinq mois plus tôt. Cette fois, le périmètre des tests se trouvait réduit à 51 banques, représentant 70 pour cent du système bancaire européen, dont 37 issues de la zone euro et directement supervisées par la BCE. La méthodologie restait la même, mais avec des scénarios accroissant le niveau des exigences en capital : ainsi pour la première fois, les tests prenaient en compte l’impact des amendes. Mais, contrairement aux tests précédents où l’objectif d’un minimum de fonds propres avait été fixé de façon uniforme, les résultats étaient supposés servir de base de discussion entre chaque banque et son superviseur dans le cadre du SREP (Supervisory Review and Evaluation Process).

Douze banques se sont avérées « fragiles », soit près d’un quart du total, toutes entravées par des milliards d’euros de créances douteuses, avec cette fois des grands noms comme les Allemandes Deutsche Bank et Commerzbank et la Britannique Barclays. L’ABE se montrait prudente en déclarant que « malgré les augmentations de capital considérables réalisées jusqu’à présent (180 milliards d’euros entre fin 2013 et fin 2015), les résultats des tests ne constituent pas un certificat de bonne santé ».

Les analystes de marché ont réservé, globalement, un accueil plutôt favorable à ces résultats, assez attendus et après lesquels les agences de rating n’ont pas revu leurs notations.

En revanche, KPMG notait que « l’importance de l’impact observé dans tous les pays ne s’explique pas par les scénarii macro-économiques, mais plutôt par l’application d’une méthodologie nettement plus conservatrice ». Les critiques les plus fréquentes étaient d’une part la non-prise en compte, dans le scénario le plus défavorable, de l’environnement de taux bas ou négatifs, et d’autre part l’absence de seuil explicite de solvabilité pour qualifier l’échec ou la réussite au test et estimer le besoin en capital.

Pour les prochains tests qui doivent avoir lieu en 2020, la Cour recommande, pour le choix des banques, une meilleure couverture géographique et une sélection en fonction des risques systémiques qu’elles présentent et pas uniquement de leur taille. L’ABE devrait aussi définir des « niveaux de tension » minimaux à l’échelle de l’UE et renforcer son contrôle sur le processus d’élaboration et de contrôle de la réalisation du test de résistance. Problème : pour y parvenir, la Cour demande à la Commission de revoir la gouvernance de l’ABE et d’accroître ses ressources, notamment en termes humains. Difficile à mener dans un délai aussi court.

\*Rapport spécial n° 10/2019 intitulé *Tests de résistance des banques à l’échelle de l’UE : volume d’informations bancaires sans précédent, mais nécessité d’une meilleure coordination et d’une plus grande attention pour les risques*

# Old vs new space

Michèle Sinner

**Auf kein Schwätzchen** Es ist noch nicht zu lange her, da nutzte die SES-Leitung die Gelegenheit der Vorstellung ihrer Halbjahresergebnisse für ein ausgiebiges Schwätzchen mit Journalisten beim Mittagessen im Betzdorfer Schlosshof, um über die neuesten Entwicklungen und Herausforderungen zu informieren. Diese Tradition des lockeren Austauschs bei sonnigem Wetter ist abgeschafft. Wahrscheinlich weil die Herausforderungen in den vergangenen Jahren zugenommen haben und man nicht mehr Aufmerksamkeit als notwendig auf diesen Umstand lenken möchte. Denn beim Konferenzgespräch mit den Finanzanalysten am vergangenen Freitag musste die Firmenleitung so einiges einstecken. „You had a rough couple of years“, bemerkte ein Analyst, der vergewissert werden wollte, dass es nun wieder bergauf gehen würde. SES, eines der wenigen Luxemburger Unternehmen, die noch an der Börse notiert sind, gelang es zwar, die eigenen Vorhersagen und die Erwartungen der Analysten mit seinen Halbjahresergebnissen zu erfüllen. 961,4 Milliarden Euro Umsatz in den ersten sechs Monaten 2019, ein Ergebnis vor Steuern, Abschreibungen und Zinsen (Ebitda) von 584,5 Millionen Euro und ein Nettogewinn von 169,2 Millionen Euro. Aber die Erwartungen waren niedrig. Im Vergleich zum ersten Halbjahr 2018 ging der Umsatz um zwei Prozent, das Ebitda um 5,9 Prozent und der Gewinn um 25,7 Prozent zurück. Dabei war wie gesagt, schon 2018 „rough“ und, wie ein Analyst bemerkte, bewegte sich SES damit am unteren Ende der Erwartungsskala. Viel wussten die Firmenchefs diesen Anmerkungen nicht entgegenzusetzen, außer mit Zuversicht zu versprechen, sie würden das Soll im zweiten Semester erfüllen. Kanpp unter 15 Euro kostete eine SES-Aktie am Mittwoch; innerhalb der vergangenen vier Jahre hat sich ihr Wert mehr als halbiert. Ob der *Fleurbaey* der Luxemburger Wirtschaft, einst das größte Satellitenunternehmen der Welt, etwa welkt?

**Von Broadcast zu Breitband** Lange Jahre verdiente SES gutes Geld mit der Übertragung von Fernsehinhalten. Die Haushalte kauften einen Decoder und eine kleine Schüssel, die sie an der Fassade oder am Balkon befestigten und auf einen der SES-Satelliten ausrichteten. So empfingen sie das allabendliche Programm, wie es die Macher von Fernseh-Programmen gestalteten. Als die Sender angingen, ihre Programme in HD auszurichten, war das anfangs gar keine so schlechte Neuigkeit für die SES, stieg doch das Datenvolumen. Aber den Konsumenten, daran gewohnt, sich im Internet gezielt Inhalte auszusuchen, vergeht mehr und mehr die Lust darauf, sich von

**Obwohl die Netzwerksparte wächst, unter anderem weil SES als Wifi-Provider für Passagier-Fluggesellschaften und Kreuzfahrt-Reedereien fungiert, statt Internet in die Sahara oder an den Amazonas zu bringen, stimmt bisher die Rendite nicht in diesem Geschäft**

den Sendern vorschreiben zu lassen, was sie sehen sollen. Lieber *streamen* sie *on demand*, was ihnen gefällt. Dafür brauchen sie weniger eine Schüssel und einen TV-Decoder als eine Hochgeschwindigkeitsinternetverbindung. Die kommt in Europa eher über im Erdreich verlegte Kabel ins Haus, als über Satellitensignal. Deshalb ist die Konkurrenz von Netflix, Amazon-Prime und anderen *Streaming*-Plattformen eine Herausforderung für die TV-Sender, aber auch für die Satellitenunternehmen, deren Infrastruktur auf die Übertragung von TV-Inhalten ausgerichtet ist. So versuchen die kommerziellen Satellitenbetreiber, sich vom Anbieter von TV-Inhalten für Endkunden in Netzerknetbieter zur Datenübertragung zu verwandeln – schließlich eignet sich ihr Gerät auch dafür, zumindest theoretisch.

Den Finanzanalysten und Investoren erklärt SES deshalb schon länger, der Umsatzanteil aus dem TV-Geschäft werde zurückgehen und der aus der Netzwerksparte werde steigen. Betrug der Umsatzanteil der TV-Sparte vergangenes Jahr noch 68 Prozent und der aus der reinen Netzwerkaktivität 32 Prozent, sind es dieses Jahr nur noch 65 Prozent beziehungsweise bereits 35. Bis 2020 soll der TV-Anteil am Jahresumsatz, der dann zwischen 2,060 und 2,160 Milliarden Euro betragen soll, nur noch bei 60 Prozent liegen, mit der Netzwerksparte sollen dann 40 Prozent des Jahresumsatzes erzielt werden. Das Problem ist nur: Das TV-Geschäft ist bisher deutlich rentabler als das Satelliten-Internet. Mit seinem Video-Angebot deckt SES 99 Prozent der Erde ab und erreicht 355 Millionen Haushalte. Mehr als eine Milliarde Menschen schauen über SES fern. Das Fernsehgeschäft bot dem Unternehmen nicht nur gute Ergebnisse, sondern auch Planbarkeit über langfristige Verträge mit den Sendern. Diese erlaubten es, die geostationären Satelliten, groß wie ein Bus und in 35 000 Kilometern meist mit Einweg-Raketen für viele Millionen auf Orbit geparkt, zu rentabilisieren.

**Von Geo zu Meo** Für das reine Internet-Geschäft eignen sie sich nur bedingt, aufgrund ihrer Konfiguration und der großen Entfernung. Deshalb begann SES bereits 2009, in eine andere Technik zu investieren, nicht Geo-, sondern Meo-Satelliten. In etwa 8 000 bis 9 000 Kilometern Entfernung, im *medium earth orbit*, ist das Gebiet, das sie abdecken, nicht so groß. Deshalb funktionieren sie in einem System aus vielen Satelliten. Zu den Investoren in das Projekt, das ursprünglich die drei Milliarden Menschen ohne Internetzugang anschließen sollte und deshalb O3B für „other three billion“ hieß, gehörten auch die Internet-Firma Google und die Großbank HSBC. Vor drei Jahren übernahm SES die Firma vollständig, die nun 20 Meo-Satelliten betreibt. Vergangenen Herbst erklärte SES-CEO Steve Collar bei einer Konferenz in Mountainview, in Zukunft sollten auch die geostationären Satelliten der SES stärker nach dem Modell der O3B-Satelliten konzipiert werden, wie der Branchendienst *space-news.com* berichtete. Kurz zuvor hatte SES IBM als Kunden für Cloud-Dienste gewinnen können. Mit neuen Satelliten-Generationen, auch für das O3B-System, versucht SES, den Wandel zum Internet-Cloud-Anbieter aus einer Hand zu schaffen. Doch obwohl die Netzwerksparte wächst, unter anderem weil SES als Wifi-Provider für Passagier-Fluggesellschaften und Kreuzfahrt-Reedereien fungiert, statt Internet in die Sahara oder den Amazonas zu bringen, stimmt bisher in diesem Geschäft die Rendite nicht ganz. Weshalb die Zuwachsraten in der Netzwerksparte (plus fünf Prozent im ersten Halbjahr 2019) die Verluste in der Video-Sparte (minus 8,8 Prozent) bisher finanziell nicht wettmachen können. Betrug die Ebitda-Marge 2015 noch 74,2 Prozent und die Gewinnmarge 33,5 Prozent, was bedeutet, dass von jedem Euro Umsatz 33,5 Cent als Gewinn übrigblieben, war die Ebitda-Marge 2018 auf 62,5 Prozent und die Gewinnmarge auf 14,2 Prozent gesunken.

**UFO-Alarm** Zwar preist SES ihre SES-Meo-Satelliten-Konstellation bisher als „einzigartig“ an, was unterstreichen soll, dass die Betzdorfer einen Wettbewerbsvorteil haben. Lange wird er indes wahrscheinlich nicht halten. Denn die Konkurrenz wächst. Ende Mai mehrten sich die UFO-Sichtungen schlagartig. Elon Musk, Paypal- und Tesla-Milliardär, der mit dem Raketen-System Space X um die Jahrtausendwende ins Weltraumgeschäft einstieg, hatte von Cape Canaveral aus 60 Minisatelliten für seine Starlink-Konstellation am Firmament verteilt. Weltraum-Enthusiasten filmten das Ereignis und auf ihren Bildern zieht eine Lichterkette durch den Nachthimmel als ließe Santa Claus seinen Schlitten von einer besonders großen Rentierkolonne ziehen. Unglaubliche 12 000 solcher 225-Kilo-Satelliten plant Musk im *low earth orbit* (Leo) in 400 Kilometer Entfernung von der Erde zu platzieren, um billiges Breitband-Internet in jeden Winkel der Erde zu beamen. Sein Star-Link wird eine dritte Ebene Satelliten in den Himmel ziehen.

Und Musk ist nicht der einzige Milliardär, der sein Vermögen ins All schießt. Amazon-Gründer Jeff Bezos steht hinter dem Projekt Kuiper, das plant, über 3 200 Mini-Satelliten in Leo-Position zu bringen, um ... Breitband-Internet in jeden Winkel der Erde zu beamen. Virgin-Milliardär Richard Branson und weitere Investoren haben in das Projekt One Web investiert, das ab kommenden Jahr 650 Leo-Satelliten bauen und platzieren will, um, jawohl, Breitband-Internet in jeden Winkel der Erde zu beamen.

Angesichts dieses Wirbels titelte die belgische Zeitung *Le Soir* Anfang Juli daher: „Les constellations, révolution des satellites“. Anfang Juni 2003, also 16 Jahre zuvor, hatte die französische Zeitung *Le Figaro* gemeldet: „L'échec des constellations pèse dur sur toute l'industrie.“ Da hatte ein anderer Internet-Milliardär namens Bill Gates sein Neun-Milliarden-Dollar-Projekt Teledesic

abgebrochen, das vorsah, mit 288-Leo-Satelliten weltweit Breitband-Internet und mobile Telefonverbindungen zu ermöglichen. Etwa zeitgleich fror Alcatel sein Projekt Skybridge ein; 80 Satelliten für fünf Milliarden Euro. So billig und damit so erträglich, wie geplant, würden die Systeme nicht werden, hieß es damals. Die Zeitung konstatierte die Pläne einer Telekom- und Satelliten-Blase, zu deren Überlebenden die SES zählte. Fünf Jahre lag der Börsenstart von SES damals zurück. Beim Börsenstart 1998 bezahlten die Anleger 6 000 Franken für ein SES-Zertifikat, das damals – die Telekom hatte es in Deutschland vorgemacht – als Volksaktie angepriesen wurde. Das entspricht 147 Euro. Bald 31 Jahre später ist die SES-Aktie an der Börse mit 14,8 Euro fast auf den Cent genau ein Zehntel ihres Startpreises wert. Dass die Satelliten-Branche, anstatt sich zu konsolidieren, immer mehr zersplittert und auch alt eingessene Marktgrößen wie SES Probleme haben, die Rentabilität zu halten, ist ein Element, auf das Marktkenner hinweisen, wenn sie versuchen, die Erfolgsaussichten von Projekten wie Starlink, Kuiper und One Web zu bewerten. Die Skepsis hält an, ob sie es schaffen, wirklich billiger zu sein und sich gegen andere Techniken durchzusetzen. Eine „globale Reichweite“ ist mehr als fraglich; dafür müsste China seinen Markt öffnen, was angesichts der sich zuspitzenden Konflikte im Handels- und im Telekommunikationsbereich derzeit eher unwahrscheinlich ist. So dass sich die Akteure des New Space, bis auf Weiteres mit den Akteuren des Old Space, um die gleichen Märkte und Kunden streiten werden. Ob die *Grande Dame* der Luxemburger Weltraumwirtschaft, die den Bemühungen der Regierung, im Bereich des New Space Fuß zu fassen, Legitimation verschaffen soll, als Gewinner hervorgeht, bleibt abzuwarten. Doch während Musk, Bezos und Branson mit ihren eigenen Milliarden um sich werfen, hatten bei der SES Luxemburger Kleinanleger und der Staat ihr Geld investiert. Bisher hat es sich zumindest für die Kleinanleger nicht gelohnt.



# Laut Koalitionsvertrag sind „soziale Gerechtigkeit und sozialer Zusammenhalt“ zentrale Anliegen der Regierungstätigkeit. Im Entwurf zum Energie- und Klimaplan tauchen sie kein einziges Mal auf

## Klimaschutz und soziale Gerechtigkeit

Carole Reckinger

Luxemburg hat sich im Entwurf des *Integrierten nationalen Energie- und Klimaplan*s (*Plan national intégré en matière d'énergie et de climat*, Pnec), den alle EU-Mitgliedstaaten bis zum 31. Dezember 2019 der EU-Kommission vorlegen müssen, hohe Ziele gesetzt. Die Regierung versucht sich als Musterschüler in Sachen Klimaschutz darzustellen, allerdings bleibt abzuwarten, ob den großen Worten auch Taten folgen werden.

Der Weltklimarat mahnt, dass „schnelle, weitreichende und beispiellose Änderungen in allen gesellschaftlichen Bereichen“ notwendig seien, um die Erderwärmung noch auf 1,5 Grad zu begrenzen. Allein mit punktuellen Einsparungen, Effizienzverbesserungen und Freiwilligkeit aber wird der Klimawandel nicht aufzuhalten sein. Isolierte Maßnahmen wie der angekündigte öffentliche Gratis-Transport, der von der Regierung als gleichzeitig soziale und Umweltmaßnahme verkauft wird, sind ein erster Ansatz, allerdings völlig unzureichend, solange die Qualitätsfrage (Erreichbarkeit, Häufigkeit, Sicherheit, Sauberkeit und Bequemlichkeit, und zwar nicht nur bezüglich der Transportmittel, sondern auch der Infrastrukturen) nicht verbessert wurden.

Grundlegende und substantielle Veränderungen der heutigen Produktions-, Lebens- und Konsummuster sind in allen Bereichen und auf allen Ebenen nötig. Nachhaltige Entwicklung ist das übergeordnete Leitprinzip, das Ökologie, Ökonomie und soziale Verantwortung verbindet. Auch bei Klimafragen sollte es eigentlich um die Frage gehen, wie das Wirtschaftssystem umgestaltet werden kann, um unseren Energie- und Ressourcenverbrauch deutlich zu reduzieren und gleichzeitig die Lebensqualität zu steigern, ohne

**Bei staatlichen Eingriffen, um den Energieverbrauch zu reduzieren, muss berücksichtigt werden, dass dies kostenneutral für sozial Benachteiligte geschieht**

dabei auf Kosten anderer zu leben. Ein Paradigmenwechsel müsste stattfinden, und die gesamte Regierung müsste für Kohärenz zwischen den Klimazielen und den Zielen für Nachhaltige Entwicklung sorgen.

Bei staatlichen Eingriffen, um den Energieverbrauch zu reduzieren, muss berücksichtigt werden, dass dies kostenneutral für sozial Benachteiligte geschieht. Werden zum Beispiel im Namen des Klimaschutzes Heizölpreise erhöht, kann das

schnell zu einer erheblichen Belastung für jene werden, die finanziell ohnehin schon stark belastet sind. Personen mit niedrigem Einkommen leben oft in weniger gut isolierten Altbauwohnungen. Dass schlecht durchdachte Klimaschutzmaßnahmen soziale Probleme an die Oberfläche bringen können, hat die französische Regierung bei ihrer Art und Weise, die Ökosteuer umzusetzen, erlebt. Die Gelbwesten steigen allerdings nicht auf die Barrikaden, weil sie gegen die Rettung des Klimas sind, sondern weil sie nicht damit einverstanden sind, dass diejenigen den Preis dafür bezahlen sollen, die bereits vom Armutsrisiko betroffen sind.

Während Menschen mit geringem Einkommen von Einschränkungen stärker getroffen werden, sind sie an den Ursachen des Problems am wenigsten beteiligt. Mit wenigen Ausnahmen sind es die Reichsten, die den größten ökologischen Fußabdruck aufweisen, sowohl in Europa als auch weltweit. Oxfam hebt hervor, dass die zehn Prozent der reichsten Menschen die Hälfte der weltweiten Treibhausgase verursachen, dagegen verursachen die 50 Prozent der Ärmsten nur 13 Prozent. Die Ärmsten – in Europa und weltweit – werden am härtesten von den Folgen des Klimawandels getroffen und haben weniger Mittel und Ressourcen zur Anpassung.

Gerecht konzipierte Klimaschutzmaßnahmen berücksichtigen ungleiche Ausgangspunkte. Die Bekämpfung ungleicher Ausgangspunkte ist eine Grundvoraussetzung für eine dauerhaft gut funktionierende und gerechte Klima- und Sozialpolitik. Auch in Luxemburg nehmen die Ungleichheiten zu. 2017 hatten die Top zehn Prozent der Haushalte einen um das 8,1-fa-

che höheren nationalen Einkommensanteil als die ärmsten zehn Prozent. Die Armutsgefährdungsquote liegt in Luxemburg mittlerweile bei 18,7 Prozent – 2010 waren es noch 14,5 Prozent. Die Armutsgefährdung der Alleinerziehenden betrifft sogar 46,2 Prozent (Statec, 2018).

Ungleichheiten bewirken außerdem einen ungleichen Zugang zu Entscheidungsprozessen. An ihnen sind Migranten, ethnische Minderheiten und Haushalte mit niedrigem Einkommen weniger beteiligt, möglichen negativen Auswirkungen politischer Maßnahmen sind sie jedoch am stärksten ausgesetzt. Die Regierung verfolgt den Ansatz, alle Interessenvertreter in die Ausarbeitung des Pnec einzubinden. Im Mai dieses Jahres wurde unter dem Motto „Generatioun Klima – zesumme fir eise Planéit“ zum Dialog-Tag beim Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung eingeladen. Es fiel auf, dass dort nicht alle sozialen Kategorien, wie zum Beispiel Arbeitslose, Arbeiter, Menschen, die von Armut bedroht sind, Grenzgänger oder sogar die Reichsten vertreten waren. Im Herbst soll eine öffentliche Konsultation stattfinden. Wie die Menschen, die normalerweise am wenigsten an Entscheidungsprozessen teilhaben, aktiv und konstruktiv mit eingebunden werden, steht noch offen.

Das Regierungsprogramm hält fest, dass „soziale Gerechtigkeit und sozialer Zusammenhalt (...) bei jedweder Regierungstätigkeit ein zentrales Anliegen sein [werden]“. Dagegen sind in dem 74 Seiten langen Pnec-Entwurf die Wörter „Gerechtigkeit“ und „Zusammenhalt“ nicht ein einziges Mal zu lesen. Das Wort „sozial“ ist nur im Kapitel über Energiearmut zu finden und kurz im Kapitel über Forschung, Innovation und Wettbewerbsfähig-

keit. Das gleiche gilt für das Wort „Armut“. Wenn soziale Gerechtigkeit und sozialer Zusammenhalt zentrale Anliegen sind, muss darauf auch konkret in Worten eingegangen werden. Die EU-Kommission rät der Regierung in ihren Empfehlungen zum Luxemburger Entwurf, „Aspekte eines gerechten und fairen Übergangs besser zu integrieren, insbesondere durch genauere Angaben zu den Auswirkungen der geplanten Ziele auf soziale Verhältnisse“.

**Maßnahmen, die nicht die Realität der Betroffenen treffen**

Lediglich das Kapitel über Energiearmut thematisiert Maßnahmen, um den Energieverbrauch und damit auch die finanzielle Belastung für die Haushalte einzuschränken. Sinkende Einkommen, steigende Energiekosten und schlechte Energieeffizienz sind die Hauptursachen dafür, dass zwischen 50 und 125 Millionen EU-Bürger von Energiearmut bedroht sind. In Luxemburg sind es 5 800 Haushalte (Statec, 2013). Allerdings wird keinem während der Wintermonate der Strom abgedreht, wenn die Rechnung nicht bezahlt wird; diese wird dann vom zuständigen Sozialamt übernommen.

2018 erhielten 19 541 Haushalte eine Teuerungszulage (*Allocation vie chère*), weil ihnen Geld zur Deckung laufender Kosten fehlte. Myenergy bietet ein Unterstützungsprojekt für einkommensschwache Haushalte an. In Anspruch genommen werden kann eine individuelle Energieberatung sowie eine Förderung zum Austausch eines oder mehrerer elektrischer Haushaltsgeräte mit hohem Energieverbrauch (Kühlschrank, Tiefkühler, Geschirrspüler, Waschmaschine). 2017 haben nur 25 Haushalte die Energieberatung genutzt und elf Haushaltgeräte wurden ersetzt. 2018 waren es zwölf Beratungen und sieben Geräte wurden ersetzt.

Obwohl diese Maßnahme zu begrüßen ist, wird angesichts dieser Zahlen schnell klar, dass der Umfang äußerst minimal ist. Ein Grund dafür ist sicherlich, dass das Projekt nicht bekannt ist und generell wenig Werbung dafür gemacht wurde. Ein weiterer Grund dürfte sein, dass bei extrem einkommensschwachen Haushalten Energiefragen keine Priorität haben. Wenn die Waschmaschine defekt ist, wird oft erst einmal geschaut, ob man eine günstige Secondhand-Maschine finden kann. 25 Prozent der Kosten für eine Waschmaschine der Effizienzklasse AAA zu tragen (75 Prozent werden subventioniert), ist noch immer viel Geld für Familien, die jeden Monat Probleme haben, finanziell über die Runden zu kommen.

Luxemburg will sich zum Ziel setzen, bis 2030 um 40 bis 44 Prozent energieeffizienter zu werden – ein Teil davon soll durch Gebäudesanierung erreicht werden. Angesichts der steigenden Immobilienpreise ist absehbar, dass der Mietsektor in Luxemburg künftig eine deutlich größere Bedeutung für das Wohnen erhalten wird. Das Observatoire de l'habitat hat kürzlich dargelegt, dass zwischen 2005 und 2016 die Preise für den Kauf einer Wohnung um 65,5 Prozent gestiegen sind und für ein Haus um 53,2 Prozent. Im Mietbereich ist der energetische Standard der Wohnungen oft problematisch, was zu unnötigem Energieverbrauch und entsprechenden Kosten führt.

Die Regierung stellt Subventionen zur Verfügung, um die energetische Sanierung des Altbaubestandes anzustoßen; unter anderem ein zinsloses Darlehen (*Klima-Prêt*). Allerdings gilt dies nur für Hausbesitzer. Die ärmsten Haushalte sind aber auch die, die am ehesten zur Miete wohnen. Eigentümer hingegen investieren noch zu selten in energetische Sanierungen ihrer Mietwohnungen, und es wäre wichtig, die Förderprogramme demgemäß zu reformieren. Altbauwohnungen auf einen entsprechenden energetischen Standard zu bringen, sollte, wie bei Neubauwohnungen, zur Vorschrift werden. Finanzielle Unterstützung sollten dann jene erhal-



Noch zu selten investieren Hauseigentümer in die energetische Sanierung. Förderprogramme sollten in Betracht ziehen, dass sozial schwache Haushalte vor allem zur Miete wohnen

ten, die es sich ansonsten nicht leisten können. Anstatt wie heute Subventionen an alle zu verteilen, könnte somit gezielt und auch substantieller dort gefördert werden, wo es notwendig ist (die Regierung ist doch ansonsten so gerne gegen das Gießkannenprinzip!). Vor allem Eigentümer, die ihre Wohnung der *Gestion locative sociale* zur Verfügung stellen, müssten ermutigt und unterstützt werden, ihre Wohnungen energetisch aufzubessern.

### Sozialpolitik und Umweltschutz in Einklang bringen

Klimaschutz erfordert die Bereitschaft, aus alten Denkmustern auszubrechen; innovative Ideen müssen ergebnisoffen diskutiert werden. Wenn Sozialpolitik und Klimaschutz zusammengeführt werden, haben sie das Potential, soziale und wirtschaftliche Vorteile herbeizuführen. Die Regierung als Ganzes muss Verantwortung tragen, nicht nur vereinzelte Ministerien, und alle Maßnahmen müssten auf Kohärenz überprüft werden. Vereinzelte Maßnahmen wie der angekündigte öffentliche Gratis-Transport oder der Austausch eines elektrischen Haushaltsgerätes mit hohem Energieverbrauch sind lobenswert, allerdings völlig unzureichend. Wenn die Ziele des Pariser Abkommens erreicht werden sollen, müssen die Maßnahmen umfassender und ehrgeiziger werden. Um zu vermeiden, dass ganze Gesellschaftsschichten durch schlecht konzipierte Maßnahmen zu Verlierern werden, muss ein gerechter Zugang zu Ressourcen gewährleistet werden. Alle Maßnahmen zum Klimaschutz sollten vom Gesichtspunkt der nachhaltigen Entwicklung und der sozialen Gerechtigkeit her betrachtet werden.

Ein Paradigmenwechsel ist dringend notwendig, und unser Konsumverhalten muss neu überdacht werden. Weniger Konsum bedeutet allerdings nicht automatisch weniger Lebensqualität.



Nicht jeder kann unter allen Umständen auf sein Auto verzichten

Eine Studie von TNS Ilres, in Auftrag gegeben vom Conseil supérieur pour un développement durable, hat gezeigt, dass eine große Mehrheit zu Konsumeinschränkungen bereit ist, oder dazu, mehr Geld für Produkte auszugeben, die nachhaltiger sind. Obwohl jeder Einzelne einen Teil Verantwortung hat, soll diese nicht auf den

Schultern der Einzelnen belassen werden – vor allem nicht auf denen der ärmsten Haushalte. Die Politik muss ihren Teil der Verantwortung übernehmen und einen Rahmen schaffen, damit die verschiedenen Akteure auf ihrer jeweiligen Ebene handeln können. Um sozialgerechte Klimaschutzmaßnahmen zu entwickeln, müsste die

öffentliche Hand einkommensschwache Haushalte mehr unterstützen.

Lucas Chancel, Koordinator des Laboratoire sur les inégalités mondiales in Paris, hebt hervor, dass die ökologische Transition etwa ein Viertel individueller und drei Viertel kollektiver Anstrengung

## Myenergy bietet einkommensschwachen Haushalten eine Energieberatung sowie eine Förderung zum Austausch elektrischer Haushaltsgeräte mit hohem Verbrauch an. Das ist zu begrüßen, doch der Umfang ist minimal, weil das Projekt nicht bekannt genug ist

erfordert, um erfolgreich zu sein. Die Regierung muss mit gutem Beispiel vorangehen und in ihrer Gesamtheit handeln. Nach großen Worten müssen jetzt auch Taten folgen, und eine zielführende Klimaschutzpolitik braucht konkrete Maßnahmen, die ambitionös und kohärent sind und sozial Schwachen unter die Arme greifen. Für Caritas Luxemburg *muss* Klimaschutz sozial gerecht sein, und das ist möglich, wenn der politische Wille besteht.

Carole Reckinger ist Referentin Sozialpolitik von Caritas Luxemburg. Ihr Artikel ist Teil zweier Debattenserie im *Lëtzebuurger Land* zur Klimaschutzpolitik und dem Energie- und Klimaplan. Der erste Beitrag zur Serie war in der Ausgabe vom 19. Juli 2019 erschienen.

### Lettre à la rédaction

# Avec réalisme contre le verbiage écologiste

Robert Goebbels

Dans l'édition du *Land* du 19 juillet 2019, Bernard Thomas soutient que je meublerais ma retraite avec « des lettres à la rédaction mettant en doute la réalité du dérèglement climatique ». Il lit apparemment d'un ceil distrair mes articles. Sinon il se serait aperçu que je ne mets nullement en doute le changement climatique. Pour la bonne raison que le climat n'a jamais été stable sur notre planète, qui a connu des périodes de glaciations intenses suivies de périodes plus chaudes, même plus chaudes que de nos jours. Il est indéniable que depuis la fin du petit âge glaciaire au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la température moyenne du globe a augmenté. Il est surtout indéniable que la concentration des gaz dits à effet de serre a augmenté de concert avec le développement d'une économie énérgivore.

J'ai la faiblesse de lire beaucoup, y compris les rapports du GIEC ou les accords internationaux comme le fameux accord de Paris. Ce que beaucoup de députés ne semblent pas faire. Comme j'ai heureusement un esprit critique, je ne me résigne pas à anonner avec tant d'autres ces rengaines sans conséquences sur «le développement durable » ou « l'urgence climatique ».

C'est quoi ce développement durable cité à tort et à travers, alors que personne ne semble connaître la définition donnée par la Commission Brundtland ? Ce n'est que la fainéantise intellectuelle de la classe politique qui pousse à épouser la pensée unique dominante sans en tirer des conséquences.

Le changement de système invoqué par d'aucuns signifie quoi au concret ? Abandon des échanges internationaux au profit d'une autosuffisance alimentaire douteuse, qui au XIX<sup>e</sup> siècle a contraint 80 000 luxembourgeois à l'émigration ? Le recensement de la population française de 1892 a montré qu'à l'époque 32 000 luxembourgeois travaillaient comme « frontaliers » en Lorraine, le pays n'arrivant pas à offrir des emplois à ses enfants.

Décarbonisation ? Élimer le « tourisme à la pompe » en renonçant à plus d'un milliard d'euros de taxes payés par des tiers ? Alors que le rapport officiel du ministère commis par Dieter Ewringman souligne qu'une telle mesure ne diminuerait nullement la consommation de carburants, mais la délocaliserait en grande région, sans effet global pour les émissions de CO<sub>2</sub>. Pourquoi s'acharner contre le diesel, qui a un pouvoir calorifique supérieur à l'essence, avec à la clef moins d'émissions de CO<sub>2</sub> pour la

## À problème global il faut des solutions technologiques nouvelles. Organiser le transfert technologique vers les pays les plus pauvres devrait guider la communauté internationale

même distance parcourue ? Les ministres Bausch et Gramegna viennent de le reconnaître en réponse à une question parlementaire.

Faut-il fermer notre aéroport ou surcharger de taxes les quatre millions de passagers du Findel dépassés sous un ministre des Transports vert ? Avec au final moins de recettes pour l'État, un secteur touristique gravement touché et un mode de transport réservé

aux riches et à ceux qui volent sur « frais généreux ». Ne plus accepter de nouvelles industries ou services ? Refuser l'implantation de Google à Bissen aurait un impact nul sur le climat global. Car les luxembourgeois continueraient à utiliser leurs « smartphones », à « googler », à envoyer SMS et selfies, à se délasser avec Netflix. Selon l'Agence internationale de l'énergie le secteur de l'information et de la communication nécessite globalement déjà plus d'énergie que l'aviation et le maritime.

Notre pays arrive à peine à produire cinq pour cent de sa consommation d'énergie de façon dite « durable ». Néanmoins le gouvernement veut nous faire croire que nous allons arriver à zéro émissions en l'an 2050. Le nucléaire, Cattenom oblige, reste banni, même s'il produit de l'électricité sans émissions notables de CO<sub>2</sub>. Où produire encore de l'hydroélectricité alors que les écologistes militent contre la construction de barrages et de retenues d'eau ? Même les éoliennes sont contestées par les défenseurs des oiseaux.

Le grand problème de l'Accord de Paris est qu'il reste juridiquement non contraignant. Uniquement les pays industrialisés, notamment ceux de l'Union européenne, ont le devoir moral de limiter leurs émissions à effet de serre jusqu'en 2030, alors que les pays « en développement » comme la Chine,

l'Inde, l'Indonésie peuvent augmenter leurs émissions jusqu'à cette date.

Depuis Kyoto, la part de l'UE dans les émissions globales s'est réduite de quinze à près de neuf pour cent sans que la planète s'en aperçoive. Les parties par million de CO<sub>2</sub> et les parties par milliard de méthane dans l'atmosphère continuent d'augmenter allégrement, également sous l'influence des importations européennes. Parmi les quinze plus grands émetteurs de gaz à effet de serre il n'y a qu'un seul pays de l'UE, l'Allemagne, dont les émissions ont augmenté suite à la fermeture de centrales nucléaires.

Les Européens doivent-ils retourner à la frugalité moyenâgeuse alors que le reste du monde aura la latitude (je dirais même la nécessité) de continuer son développement, ne fut-ce que pour permettre aux 1,5 milliard d'humains n'ayant pas encore accès à la « fée électricité » d'en bénéficier ?

Je pourrais continuer à pointer les incohérences politiques et intellectuelles des chantes du «développement durable ».

À problème global il faut des solutions technologiques nouvelles. Réinventer et verdir les villes, construire des retenues d'eau de pluie pour l'agri-

culture, se prémunir contre l'élévation du niveau de la mer, comme le font les Néerlandais depuis longtemps, sont des nécessités. Investir dans de nouvelles techniques comme le Carbon Capture and Storage, les carburants synthétiques, l'utilisation de l'hydrogène et bien d'autres s'imposent. Organiser le transfert technologique vers les pays les plus pauvres devrait guider la communauté internationale.

En 2012, à Copenhague, les pays riches ont fait miroiter à ceux du tiers monde une cagnotte annuelle dotée de mille milliards de dollars. La même décision fut prise à Cancun. Et de nouveau lors de l'Accord de Paris, sans qu'on puisse en trouver une trace dans le texte de l'Accord. En 2020, ce fonds pour le climat devrait théoriquement voir le jour. D'où viendront les milliards ? Comment seront-ils octroyés ? Que va-t-on faire de cette manne probablement introuvable ?

Je ne suis pas un climato-sceptique, mais un réaliste qui ne croit pas au verbiage écologiste ambiant.

Robert Goebbels (LSAP) était ministre de l'Économie et des Travaux publics de 1989 à 1999, ministre des Transports de 1989 à 1994 et de l'Énergie de 1994 à 1999. De 1999 à 2014, il était député européen.

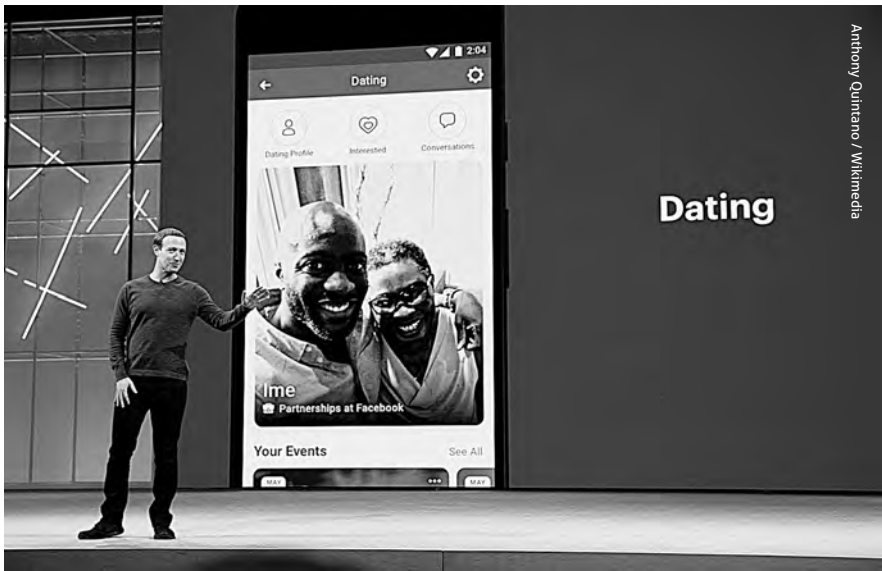


Décarbonisation ? Élimer le « tourisme à la pompe » en renonçant à plus d'un milliard d'euros de taxes payées par des tiers ? Ici à l'aire de Berchem



Die kleine Zeitzeugin

# Dialog ist herausfordernd



CEO Mark Zuckerberg zeigt auf der Aktionärsversammlung 2018, wozu man Facebook so alles nutzen könne

Michèle Thoma

Ein FB-Freund regt sich auf. Weil „Linksklinke“ sich nicht aufregen, wegen dem kleinen Jungen, Frankfurt, traurige Welt, schreibt er.

Ich würde gern antworten. Ich bin eine Verfechterin des Dialogs, auch in den sozialen Medien, am liebsten mit denen, die die Welt anders sehen als ich. Von Rauschmeißen halte ich nichts, die Algorithmen-Nanny betreut uns sowieso. Dass wir nur nicht in Kontakt kommen mit allzu Andersartigem. Ohne dass wir uns besonders darum bemühen, sind wir sowieso von unsern likeablesten Freund\_innen umgeben. Die eh so ziemlich sind wie wir.

Wenn FB-Freund\_innen drohen, jetzt endlich auszumisten, wird mir immer mulmig. Ethische Säuberung, ab mit denen, die so sind, statt so. Sich danebenbenehmen, das Falsche posten oder gar gar nichts, auch nicht beliebt. Warum eigentlich, wenn jemand nichts zu sagen hat? Zeugt es nicht von Einsicht, wenn er das Nichtsagende nicht sagt? Oder die, die nur spionieren würden. Wobei doch gerade das Herumschnüffeln zum kindischen Charme von FB gehört. Wie die Strengen das herausfinden, ist so Blauäugigen wie mir, die ohne Netz im Netz verkehren, natürlich ein Rätsel.

Meint sie jetzt mich? Werde ich aussortiert wegen nicht genug Empathie oder zu viel mit den Falschen, wegen Relativierens gar? Bin ich nicht auf der richtigen Seite, nicht eindeutig genug, wechsele ich nicht die Seiten manchmal, weil ich neue Seiten entdecke, bin ich nicht prinzipiell, nicht kategorisch genug? Habe ich zu viel Verständnis gezeigt für die, die unbedingt *zwou Bulle Mokka* bestellen möchten? Bin ich zu empathisch mit den Unsympathischen? Habe ich während des *Me Too*-Höhepunkts nicht intensiv genug mit allen Verwundeten mitgelitten, bei *Friday for Future* über die idealistischen Bürgerkids gelästert und noch mehr über die Bürgeroldies, die noch schnell im Flugzeug den grünen Daumen recken?

Dialog wäre toll. Nur leider ist so ein Dialog beziehungsweise ein Austausch von Meinungen soooo außerordentlich anstrengend. Ist gerade drei Uhr früh, nicht gerade der Zeitpunkt, in wohlgesetzten Sätzen ausgewogen zu argumentieren. So dass es dem Fakten-Check standhält, auch noch. Guggelguggel, jede Menge, ein Studium müsste ich vorher auch noch absolvieren, was heißt eines, unzählige Studien. Und es dauert nicht lange, und ich lande gleich wieder in Teufels Küche, unter Kopftüchern, wo ehrengemordet wird, wie komm' ich da wieder raus?

Was soll ich also dem armen FB-Freund antworten, der in einer traurigen, von emotionslosen Linksklinken besiedelten Welt lebt? Dass nach so etwas Tieftraurigem die Worte fehlen, da fehlen einem doch die Worte, sagen Trauerredner gern, sogar Priester. Aber die haben wenigstens einen Himmel im Angebot. Dass vielleicht alle mal den Mund halten sollten, ausnahmsweise, weil sie Menschen sind, vielleicht, und dass das sehr wohltuend wäre. Und dass die, die die andern gern Linksklinke schimpfen, ja sowieso schon drauflos reden, giften, geifern.

Zu kompliziert, zu heikel, ich kann ja nicht Gott und die Welt erklären, versteh sie selber nicht, aber schon gar nicht will ich sie erklärt bekommen. Zumindest gerade jetzt nicht. Dann doch lieber ein Schlaf förderndes Scherzlein posten, etwas Lyrisches, aber *light*, und noch ein paar unverfängliche Likes einheimsen.

Viel bekömmlicher als der Austausch von Ansichten. Der in letzter Zeit sowieso zunehmend ausdünn. Es ist, als wären alle ermattet, erlahmt, als würden sie sich nicht mehr die Mühe machen wollen, Substanzielles zu posten, Anspruchsvolles, Politisches, sich in politische Debatten zu stürzen. Bringt sowieso nichts, lieber Katzenfotos. Warum sich in einem Medium, dessen Hauptcharakteristikum die extreme Flüchtigkeit ist, bei dessen Nutzung AHDS eine Voraussetzung ist, verausgaben? Das Posting von gestern ist so was von gestern.

Warum sich Stress machen da, wo es Missverständnisse am laufenden Band gibt? Schließlich sitzt man nicht in einer Bar wo man Ungeheuerliches von sich geben kann, man schaut, lächelt so oder so, schon ist die Be-Deutung eine andere. Nur ein Großseinsatz von Emoticons, ich hab sie immer noch nicht gebüffelt, kann Fehlinterpretationen entgegenwirken.

So, jetzt hab ich meinen Monolog beendet.

Zu Gast

Frank Engel

Politik kann anstrengend sein. Für die Akteure ebenso wie für die Wähler. Ständig muss man sich mit ernsthaften Problemen auseinandersetzen, und wenn man sie schon nicht lösen kann – oder einem nicht wirklich an Lösungen gelegen ist –, dann müssen zumindest komplizierte Reden über sie gehalten werden.

Tatsächlich muten die aktuellen Umstände nicht wirklich freundlich an. Der Sommer ist brütend heiß, der Klimawandel macht vor Luxemburg nicht halt. Unbescholtene Bürger werden am Nationalfeiertag zu Gefährdern der Staatssicherheit erklärt, damit sie von den offiziellen Feierlichkeiten ausgeschlossen werden können. Die Mieten scheinen letztes Jahr einen Anstieg im zweistelligen Prozentbereich erfahren zu haben. Das Land wächst sich zu Tode – neu zugezogene Einwohner und Grenzgänger erhöhen unsere Tagesbevölkerung um rund 20 000 Menschen pro Jahr. Wenn's gut läuft – und das soll es doch, oder?

Das ist leider alles ernst. Ernst gemeint und ernst zu nehmen. Aber man soll die Menschen eben nicht mit negativer Berichterstattung überstrapazieren. Deshalb ist beim Filmfonds – der wieder einmal einige Millionen an Steuergeldern mehr erhalten soll – alles in Ordnung, von Veruntreuung von Geldern oder einem Buchhaltungsgebahren, das man in Westeuropa für ausgestorben

## Frank Engel ist Nationalpräsident der Christlich-sozialen Volkspartei

hielt, kann keine Rede sein. Deshalb gibt es Sommerunterhaltung an jeder Ecke. Von Stadtstränden bis zu Straßenanimation und Konzerten auf jedem öffentlichen Platz, auf den mehr als zwei Biertische passen, wird alles angeboten. Hauptsache, man amüsiert sich.

Wem das dann alles noch nicht reicht, wird auch an brisanten Neuigkeiten einiges geboten. So zum Beispiel erfuhr die interessierte Weltöffentlichkeit kürzlich, dass eine bekannte schwedische Jugendliche – Schülerin ist sie gerade nicht mehr, weil man nach der Pflichtschulzeit eigentlich wirklich genug weiß – sich mit einem besonderen Segelboot auf den Weg in die Vereinigten Staaten machen wird. Dort wird sie wohl einem geneigten Publikum erzählen, man solle doch jetzt bitte wirklich Panik kriegen. Auf dem Weg dorthin

wird sie bei ihrer epischen Atlantikquerung begleitet. Nicht nur von ihrem Vater, was bei Minderjährigen nicht unnatürlich ist, wenn sie sich Tausende Kilometer von der nächsten Küste entfernt aufhalten, sondern eben von einer Filmcrew, die den spannendsten Ausflug über den Atlantik seit dem von Christoph Kolumbus dokumentieren wird. Über dem Segelboot werden wahrscheinlich wundersame Transatlantik-Drohnen mit Elektroantrieb den Törn übertragen.

Wenn das alles im Endeffekt dazu beiträgt, dass die Kohlendioxid-Emissionen fallen und die Welt sich vor der Klimakatastrophe retten kann, umso besser. Vielleicht hätten es ein paar Steuern und Abgaben auch getan. Vielleicht könnte man ja auch – oder gerade? – in Luxemburg endlich eine ökologische Steuerreform in Angriff nehmen, und wenn man schon dabei ist, auch die völlig aus allen Rudern gelaufene Immobilienspekulation gleich mitbehandeln. Das ist aber alles wenig spektakulär und riskiert auch noch, Wähler zu vergrätzen.

Dann doch lieber Greta über den Atlantik begleiten. Besser, man denkt über die eigentlichen Probleme und deren Lösungen nicht so viel nach. Und irgendeine Band wird wohl bei einem der unzähligen Musikfestivals der Saison trällern: *Let me entertain you*.

Chroniques de l'urgence

# La séquence qui tue

Jean Lasar

Nous sommes le 25 juillet 2019. La journée commence avec un texte publié par *Le Monde*. Un morceau d'anthologie : dans un « gish gallop » digne de Claude Allègre, la géographe Sylvie Brunel aligne les poncifs rassurants, les approximations, les contre-vérités sur la crise climatique (quelle crise, voyons, les Inuits vont enfin pouvoir manger à leur faim !), la gestion des ressources (« inépuisables » grâce à « l'ingéniosité humaine ») ou la biodiversité, abordée

de manière myope et exclusivement anthropocentrique. Elle n'étaie rien de ce qu'elle avance mais coche consciencieusement toutes les cases du déni.

Tiens, dans la même veine, le *Tageblatt* a cru devoir, début juillet, imprimer une fois de plus la prose fumeuse de Robert Goebbels, indécrottable chantre de l'immobilisme fossile. Comment ces journaux peuvent-ils prêter leurs colonnes à des plaidoyers aussi navrants : la liberté et la pluralité d'opinion ne sont-elles pas censées être subordonnées au respect des faits ?

Ce même jour, le thermomètre vient se gausser de ces apôtres de l'ignorance. Les records de température absolus sont fracassés en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique. 40,4 degrés Celsius à Eindhoven, 40,6 degrés à Kleine Brogel en Flandres, 41,5 degrés à Lingen dans le nord-ouest de l'Allemagne, souvent pour la deuxième fois en l'espace de vingt-quatre heures.

La station météo de Paris-Montsouris enregistre 42,6 degrés, pulvérisant le précédent record de 40,6 degrés établi en 1947. Les médias couvrent assidûment ces records, sujets grand public s'il en est,

montrant des enfants qui essaient de se rafraîchir dans les pièces d'eau de leur ville et citant des responsables locaux qui, sur un ton enjoué, énumèrent les mesures prises pour éviter que ne se répète l'hécatombe de 2003. Leurs reportages ne mentionnent pas la cause de ces extrêmes : cela fait désormais partie des conventions du journalisme que de tels événements soient couverts de manière superficielle, les explications scientifiques étant, dans le meilleur des cas, fournies à part. Face à des signes aussi clairs de la crise, pourquoi continuons-nous de nous complaire dans notre léthargie, de nous comporter comme des moutons de Panyrge ?

Cette séquence se clôt sur une information triomphante diffusée par *Flightradar24*, l'application mobile qui permet de suivre à la trace le trafic aérien mondial. Là aussi, il s'agit d'un record absolu, avec pour la première fois plus de 225 000 vols commerciaux enregistrés en une journée sur la planète. C'est la statistique vengeresse qui boucle la boucle, la cerise sur le gâteau : après l'irresponsabilité éditoriale et les températures dantesques, un zoom implacable sur un des signes les plus visibles de notre aveuglement collectif.



Gedicht fir d'Vakanz

Vakanz doheem  
Nees zréck bei d'Beem  
Event! Event!  
E Bësch dee brennt

Vakanz am Stau  
Firwat genau?  
Am Mount August  
Nach ëmmer Frust

Gerannt duerch d'Hëtzt  
Scho nees geblëzt  
Klengt Land ganz grouss  
Kee geet zu Fouss

Eng Äpp fir d'Vue panoramique  
D'Plage ouni Mier mat engem Klick  
All Joer Stress mam Klotersport  
Ma dann am léifste séier fort

Jacques Drescher



« Le projet de construction d’un nouveau bâtiment pour les Archives nationales (AN) sera finalisé », promet le gouvernement Bettel/Schneider/Braz II dans son accord de coalition de 2018. Il serait grand temps de réaliser enfin cette promesse récurrente, car il y a désormais péril en la demeure. Jeudi, 25 juillet, les responsables des AN ont à nouveau eu à gérer une inondation dans un de leurs principaux lieux de stockage. Après celle de Betrange en 2014, celle-ci a eu lieu au niveau -5 du parking Saint Esprit et était due à l’obstruction d’une canalisation d’eau. Un kilomètre linéaire de documents, des journaux, des documents diplomatiques et deux fonds privés, ont été abîmés. Humides, ils sont provisoirement stockés dans les congélateurs de La Provençale. Les Archives sont à l’étroit depuis des décennies, un premier projet de construction à Belval avait été stoppé en 2006. La nouvelle loi sur l’archivage accroît l’urgence. jh

# tablo

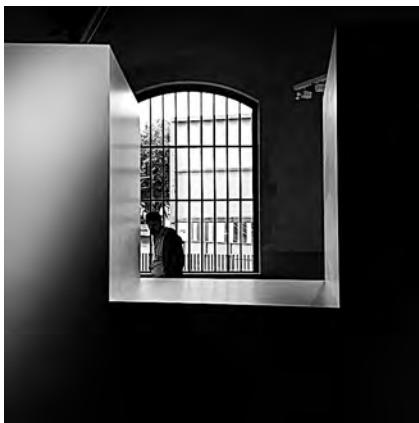
## Art contemporain

## Politique

## Politique

## Luxemburgensia

## Festival



### New World Order...

...est entre autres le titre d’une chanson du groupe de *heavy metal* américain Ministry, dans laquelle on trouve des phrases comme « I’ll buy the torture ‘cause you pay for the rent ». Le « nouvel ordre mondial » est aussi celui sorti de la guerre froide, avec un (bref) espoir d’apaisement géopolitique. Kevin Muhlen, le directeur du Casino Luxembourg, étant lui-même un duradeux, on ne sait s’il ne se réfère pas aussi un peu à cette acception-là du terme en donnant à la Triennale jeune création 2020 des Rotondes, dont il est le commissaire invité, le titre *Brave New World Order*. L’appel à candidatures vient d’être lancé et s’adresse, comme toujours, aux artistes de la Grande Région (y étant nés, y résidant ou y travaillant) ayant entre vingt et 35 ans. Organisée depuis l’année culturelle de 2007, la Triennale est un événement essentiel dans le cursus des artistes plasticiens, parce qu’elle leur donne une première grande visibilité, crée de l’émulation entre eux et permet au public de découvrir des artistes émergents. Le vernissage aura lieu en juin 2020 aux Rotondes et l’appel, publié et à remplir sur le site [rotondes.lu](http://rotondes.lu), s’étend jusqu’au 18 octobre (photo : à la Triennale 2017, TPC). jh



### Guerre de tranchées

Paire de la politique sur le dos de la culture, ce n’est jamais une bonne idée. En 2018, lorsque le Premier ministre et ministre des Médias Xavier Bettel (DP) était en de mauvais termes avec l’ancien vice-président de son parti et accessoirement directeur historique du Film Fund, Guy Daleiden, il refusa d’augmenter le budget alloué au Fonds de soutien à la production audiovisuelle (qui était alors de 33,9 millions d’euros), snoba la journée luxembourgeoise au Festival de Cannes et lui colla même un audit. Comme par hasard, ledit audit, réalisé par Value Associates, fut terminé après les élections législatives, en novembre 2018, et, contrairement à ce que Bettel avait annoncé, jamais discuté publiquement depuis. En gros, l’audit est surtout consacré aux sociétés de production, relevant que dix parmi elles reçoivent 80 pour cent des aides financières sélectives (AFS) et que les films produits attirent de moins en moins de spectateurs au Luxembourg (p.66). Il y aurait donc largement matière à débat sur quels films l’État veut ou doit financer et pourquoi ? Le Film Fund lui-même ne donne pas de réponse à cette question fondamentale, ses décisions semblant souvent erratiques. Comme la semaine dernière, où vingt projets de films ont reçu huit millions d’euros d’aides au développement et à la production, la part de l’AFS variant entre 23 et 94 pour cent du budget global. Les réalisateurs sortent souvent dépités de la procédure, certains abandonnant même leurs projets, voire le métier.

Mais le CSV veut faire de la politique avec le sujet et le député Félix Eischen s’acharne sur l’audit dans une troisième question parlementaire – à laquelle Xavier Bettel répond avec un dédain à peine caché, assurant que tout va bien dans le secteur. Ni l’un ni l’autre ne se réfère concrètement à l’audit, sinon ils auraient lu que le « risque de conflit d’intérêt et de fraude » (hypothétique chez Eischen, réfuté chez Bettel) s’y trouve clairement évoqué (p.33). En attendant, on ne parle plus de films. Quatre coproductions luxembourgeoises sont pourtant sélectionnées cette année à la Mostra de Venise (photo : Yuko Kominami dans *Sublimation*, projet VR du duo Markiewicz-Piron, au Biennale College). jh



### 22.02-22.12.22...

...la durée officielle des manifestations de l’année culturelle 2022 n’est pas de douze, mais de dix mois. La durée de l’appel à projets toutefois vient d’être prolongée. Lancé le 28 février et s’étendant initialement jusqu’à hier, jeudi 31 juillet, cet appel public a engendré 290 projets qui seront analysés par un comité de lecture d’une douzaine de personnes avant accord ou non d’un cofinancement par l’asbl Esch 2022 (jusqu’à hauteur de cinquante pour cent). Parce que les dossiers à établir sont complexes, l’intérêt si grand et parce que le ministère de la Culture vient de décider que les projets français du Pays Haut Val d’Alzette, associé à l’année culturelle, peuvent aussi être cofinancés, le délai vient d’être prolongé jusqu’au 31 décembre. Dans le même communiqué est précisé qui sera dans le jury, soit essentiellement des membres du CA et de l’équipe d’Esch 2022 (Braun, Mosar, Garcia, Haensel, Stoffels), mais aussi Sasha Baillie de Luxinnovation, Gérard Muller du SNJ ou Laura Zuccoli de l’Asti (photo : friche Terres Rouges, TPC). jh



### Mahagoni-Musik aus der Stahl-Stadt

Dass klassische Musikkultur in den Vereinigten Staaten längst keine exklusive Angelegenheit der „Big Five“-Orchester aus New York, Boston, Chicago, Philadelphia und Cleveland mehr ist, dürfte sich herumgesprochen haben. Der luxemburgische Musikjournalist Alain Steffen bricht mit *Let’s talk about ... Pittsburgh Symphony Orchestra & Manfred Honeck* (Freiburg, Rombach 2019, 38 Euro) eine Lanze für einen Klangkörper, das, so der Tenor des Buchs, unter der Leitung seines aktuellen Chefdirigenten längst zu den besten jenseits des großen Teichs, wenn nicht gar weltweit gehört. Dafür hat Steffen unzählige Interviews mit Musiker/innen, Komponist/innen und Dirigent/innen geführt und eine Handvoll Essays versammelt. Klassikfans können viel über die Geschichte und Arbeitsweise des 1896 gegründeten PSO, den Einfluss seiner verschiedenen Chefdirigenten, die Entwicklung seines Repertoires sowie über die allgemeinen Unterschiede zwischen amerikanischer und europäischer Musikkultur erfahren. Eine stärkere editorische Rahmung hätten diesem Buch allerdings nicht geschadet. Die Beiträge folgen einander oft ohne erkennbare Logik und die beständige Lobhudelei hätte man durch mehr Herausgebertexte ebenfalls besser im Zaum halten können. In der vorliegenden Form lässt sich Steffens Orchesterporträt eher in kleinen Dosen genießen. Und wie klingt das Musikensemble aus der „Steel City“ Pittsburgh nun? Starpianistin und Wolfsexperten Hélène Grimaud hat darauf eine überraschende Antwort: wie Mahagoni. jt



### Lac des jeunes

Mine de rien et sans faire beaucoup de vagues, l’*e-Lake*, le festival de musiques pour jeunes d’Echternach, en est presque à son quart de siècle. Sorti d’une initiative des jeunes d’Echternach qui voulaient animer un peu leurs mornes étés, le festival gratuit pour le public est désormais organisé par une asbl éponyme et accueille plus de 20 000 spectateurs. Le week-end prochain, les 9, 10 et 11 août, la 24<sup>e</sup> édition accueillera une cinquantaine de formations musicales, essentiellement allemandes et luxembourgeoises, offrant des sons festifs – rock, hip-hop et disco. Si la journée de samedi est la pierre angulaire des trois jours dans le cadre bucolique du lac d’Echternach (photo : Julie Gatto/*e-Lake*), les jeunes afflueront dès vendredi soir pour Bosse ou Querbeat et leurs parents viendront peut-être dimanche pour la journée luxembourgeoise (De Lää ou les Cojellico’s Jangen). Le festival se veut en outre éco-responsable, offre un camping pour un millier de personnes et assure des navettes à partir des quatre coins du pays ([e-lake.lu](http://e-lake.lu)). jh

Congés Annulés

# Les vacances à la maison

Sébastien Cuvelier

En ces temps de prise de conscience écologique permanente alternant entre sacs réutilisables dans la superette du coin et vidéos virales de Greta Thunberg, cette adolescente suédoise à nattes et probable future prix Nobel de la paix, les Rotondes proposent comme chaque année l'argument ultime pour sauver la planète : ne prenez pas l'autoroute du soleil direction la Camargue, oubliez l'avion pour le Club Med d'Antalya. Restez à Luxembourg, venez boire des coups sur notre terrasse et surtout enivrez-vous de musique avec le programme des Congés Annulés, quatre semaines de concerts teintés plutôt rock et électro dans une veine globalement indépendante. Si l'aspect bibitif a besoin de peu de marketing pour toucher le public, c'est une autre histoire pour sensibiliser le chaland à découvrir les musiciens conviés à se produire dans un Klub surchauffé en période de canicule.

La soirée d'ouverture cent pour cent gratuite de vendredi dernier était un bel exemple de la capacité d'attraction de ce lieu unique à Luxembourg, ayant réussi la gageure au fil des années d'attirer un public large dans un endroit devenu un exemple de réussite socio-culturelle, une sorte de mini-104 aux normes locales. L'ambiance à l'extérieur était bon enfant pendant le set des hollandais Yin Yin, sans doute le groupe parfait pour faire danser toutes les générations et les classes sociales. Les rythmes chaloupés des bataves se situent au croisement des *sixties* et des *seventies*, incorporant des influences disco, funk et rock progressif mélangées à des sonorités orientales puisées en Asie du Sud-Est. C'était tellement bien qu'on a vu des filles un peu coincées dans leur robe échancrée décider de ranger leur iPhone dans leur sac à main, se lever et venir danser devant la scène, emportées par les effluves psychédéliques. Si avec ce genre de concert gratuit et en plein air les Rotondes n'arrivent pas à attirer plus de monde aux concerts payants, c'est à désespérer.

Une fois la nuit tombée, il fallait se rendre à l'intérieur pour découvrir le trio franco-anglais (basé à Londres) Madmadmad, installé à même le sol, au centre du Klub. Une formation resserrée : une batterie, une basse, quelques synthétiseurs et percussions, le tout disposé en triangle, au milieu du public, clairsemé au départ, puis relativement bien fourni au final. Et on doute que quiconque ait pu décoller de ce concert, une véri-

**Les Rotondes proposent comme chaque année l'argument ultime pour sauver la planète : restez au Luxembourg, venez boire des coups sur notre terrasse et surtout enivrez-vous de musique**

Blues'n Jazz Rallye

# Rencontres d'avant et d'après minuit

Kévin KroczeK

Des milliers de livres et une trentaine de personnes en sont témoins. Entre deux rayons de la librairie Alinéa, Benoît Martiny aux percussions et Michel Pilz à la clarinette basse donnent un concert promotionnel. Ces deux-là font la paire, et leur musique commune fait mouche à tous les coups. Leur performance aussi intimiste qu'enflammée marque le départ informel d'une soirée musicale incontournable. En ce samedi 27 juillet, la Vieille Ville se prépare à accueillir des milliers d'afficionados à l'occasion de la vingt-cinquième édition du Blues'n Jazz Rallye. Benoît Martiny, l'enfant terrible du jazz autochtone s'amuse. Il pose son pied gauche sur sa caisse pour créer des variations sur lesquelles Michel Pilz improvise avec élégance. Leur dialogue musical est ponctué par quelques gags, notamment lorsque Martiny se sert d'un jouet, un petit pistolet coloré qui une fois enclenché, simule un bruit venu tout droit d'un film

de science-fiction. La partie de la clientèle, qui n'était à l'origine que de passage, est hypnotisée et reste finalement sur place une heure durant.

Quelques plus tard, dans le quartier de Clausen, la rue de la Tour Jacob n'afflue pas encore. Il est plus de 18 heures, les scènes et les stands sont installés et pourtant, la rue semble déserte. Il ne manquerait plus qu'un virevoltant passant en roulant dans le décor. Un cliché de western approprié puisqu'il représente généralement le calme avant la tempête. La tempête viendra bien plus tard. Pour le moment, au Melusina, Ernie Hammes et ses musiciens s'apprennent à monter sur scène. Le trompettiste, vêtu d'un costume noir, est accompagné par une belle brochette de musiciens. Le set, lancé par *Copy That*, extrait de son album *Evolution*, est plutôt maîtrisé. La salle est encore témoin d'incessants va-et-vient, de personnes un verre à la main. Plus tard,

David Laborier, Greg Lamy ou encore Michel Meis fouleront les planches de ce qui a autrefois été un temple du jazz.

À l'entrée des Rives, Kid Colling fait place comble. Sa voix chaude mais cassée est devenue incontournable des événements blues autochtone. Plus loin, sur la terrasse du restaurant Mousel's cantine, Joséphine Chloé et Éric Delblond interprètent à nouveau au Grand-Duché leur projet commun Dyas, qu'ils avaient déjà présenté lors d'un *apéro-jazz* à Neimënster, en novembre dernier. La première, lauréate du prix Andrée Chedid du *Printemps des poètes* 2018, chante d'une voix douce et joue d'un hang. Le second donne le la sur sa guitare basse. Leur complicité évidente couplée à leur musique aérienne venue tout droit d'une île paradisiaque, semble charmer l'audience de passage. La scène est placée au coin d'une rue et la musique est toutefois souvent

étouffée par des bruits d'automobiles. Un personnage exubérant vêtu d'un chapeau est d'une barbe fournie, pose ses bagages au pied de la scène, se roule une clope, termine sa canette et entre sur la terrasse, embêtant au passage quelques clients. Il essaye de communiquer avec les artistes qui ne peuvent que lui répondre par un sourire crispé. Le Blues'n Jazz Rallye reste avant tout un lieu de rencontres, souvent insolites et celles d'avant minuit n'échappent pas à la règle.

Sur la Jazz on the green stage, Arthur Possing au piano, accompagne Valérie Graschaire, aux scats impeccables. Pendant ce temps, sur le parvis de l'école de Clausen, les Horses Blinders se démentent. Il est 21 heures passées et le chemin partant de la rue Saint Ulric jusqu'à l'allée Pierre de Mansfeld est envahie comme chaque année. L'ambiance est présente de la place Sainte Cunégonde jusqu'au Pfaffenthal, où les Belges de Black Cat

**Le Blues'n Jazz Rallye devrait s'assumer. Plutôt qu'un festival de jazz et de blues, l'évènement est en fait un festival généraliste**

Biscuit monopolisent l'attention des nouveaux arrivants qui sortent de l'ascenseur panoramique.

Des scènes plus ou moins grandes, des artistes plus ou moins expérimentés, de la musique plus ou moins bonne. La palette est large. On entend du rap ici, du rock quasi métal et du reggae pur jus un peu plus loin. Le Blues'n Jazz Rallye devrait s'assumer. Plutôt qu'un festival de jazz et de blues, l'évènement est en fait un festival généraliste. Plus de 200 musiciennes et musiciens se suivent et la frénésie ne fait que s'accroître les heures durant.

Après minuit, vers une heure du matin, le public du rallye a laissé place aux fêtards du samedi soir qui viennent encore aux Rives, bien qu'elles déçoivent encore et toujours. Mais ça, c'est une autre histoire. Nouveaux arrivants, nouvelles rencontres. On se réfugie à nouveau au Melusina, où l'euphorie a pris ses quartiers. Pol Belardi accompagne le Ara Sextet au vibraphone. Le son laisse à désirer, mais la musique est bonne et puis, la fatigue et les breuvages servis accentuent les ressentis.



Madmadmad – une tuerie (à gauche) et Chloé ont ouvert le festival le week-end dernier



Michel Pilz et Benoît Martiny à la librairie Alinéa ; l'Ara Sextet et Pol Belardi au et le public devant le Melusina (de gauche à droite)

Portrait d'été

# Jill Crovisier, avant-garde luxembourgeoise

Godefroy Gordet

Les bourdonnements d'une sonnerie de téléphone, 13 heures à Luxembourg, 21 heures à Sydney, où Jill séjourne en ce moment pour la tournée asiatique et océanique de sa pièce *Zement the solo*. « Je suis arrivée ce matin à Sydney. Il fait froid, c'est l'hiver. Autour de sept degrés, j'ai mis le chauffage », introduit la danseuse d'une voix flottante. Presque une routine pour Crovisier qui n'en est pas à son premier voyage à l'autre bout du monde. Après avoir travaillé avec de nombreux grands chorégraphes jusqu'en Chine, monté sept créations chorégraphiques diffusées à l'international et construit de nombreux courts-métrages sur le mouvement, Jill Crovisier, méritante, a récemment reçu le *Lëtzebuurger Danzpräis*, en outre d'une sélection nationale de sa pièce *The Hidden Garden* au *Off d'Avignon* en 2020 et la commande d'une pièce par la Folkwang Universität... Une motivation supplémentaire – même si elle n'en manque pas – de continuer à développer « une danse pour tous ».

En même temps, Jill Crovisier danse depuis ses huit ans. Du conservatoire d'Esch-sur-Alzette, à seize ans, elle s'envole se former en Chine, passe par Montpellier avant de parfaire ensuite sa formation artistique à New-York, en Israël ou en Indonésie, pour finalement se former continuellement, au fil de ses expériences, « en tant que danseur, tu n'arrêtes jamais d'apprendre ».

D'ailleurs, dans son apprentissage, différentes approches, styles et façon de faire, auront alimenté sa pratique contemporaine actuelle, « la danse est pour moi un langage universel qui n'est pas classable. J'aime aller à la rencontre de différentes choses et surtout de la source de ces choses, comme les danses traditionnelles ». L'approche asiatique deviendra entre autres un des atouts dans sa recherche stylistique, tout autant que son premier contrat professionnel, qu'elle signe à 18 ans, pour danser en Asie au sein de la compagnie de Jean-Guillaume Weis, « tous mes voyages m'ont beaucoup inspirée et ont vraiment marqué mon approche personnelle et mon langage ».

Danser est viscéral pour Jill Crovisier, à l'image des nombreux projets auxquels elle a pris part en tant qu'interprète chez Sarah Baltzinger, Liat Kedem, Anu Sistonen, Pia Vinson, Elisabeth Schilling ou encore Kendra J.Horsburgh. De ses différents états de danseuse, elle développe rapidement l'envie d'écrire son propre mouvement. Inspirée par la socio-politique, la philosophie, l'écriture, elle se nourrit de ce qui l'entoure, « on est tous des produits d'inspiration. Rien ne s'invente plus, les choses existent et nous nourrissent. On crée par l'expérience des choses ».

Aussi, dans cette exploration globale, elle utilise le médium vidéo comme un outil supplémentaire à sa recherche artistique, livrant dans ses courts-métrages une vision à la fois chorégraphique et vidéo-graphique de la danse : « J'essaye par cet autre médium d'exprimer certaines thématiques et émotions différentes de ma pratique chorégraphique, même si tout est lié par la danse ».

La vidéo devient une autre facette de son travail, une autre boîte de Pandore qu'elle ouvre conti-



Jill Crovisier en 2018



Jill Crovisier danseuse, dans *Hidden Garden* (en haut) et dans *Zement*

« J'essaye de créer un miroir de la société. J'essaye de provoquer un questionnement chez le spectateur ». Jill Crovisier, danseuse et chorégraphe

nuellement pour « chercher ailleurs ». Les choses s'y racontent différemment que dans sa danse, mais quand l'esthétique est différente, les thématiques sont les mêmes. Au fil du temps, ses vidéos deviennent de plus en plus « clipsques ». Ce sont moins les corps qui font le mouvement mais plus les images qu'elle propose et compile, « comme sur scène, je veux créer des images fortes, des images qu'on garde en tête ». Et c'est cette idée « d'image » qui rapproche la vidéo et la scène dans son travail.

Les débuts de son travail en tant que vidéaste coïncident logiquement avec ses premières compositions du mouvement. En 2013, elle monte *Rice* en Asie, une première pièce créée d'un besoin d'écrire la danse, de dessiner le mouvement, de chorégrapier pour la scène. En parallèle, elle travaille avec Liat Kedem, en Australie et se retrouve avec une caméra dans les mains, de laquelle elle sort *White Mahogany*, pour, cinq ans plus tard, montrer son dernier film *Dans* aux Rotondes dans le cadre de l'exposition *Loop*. « Mes intérêts pour la vidéo et la chorégraphie sont venus un peu au même moment. J'avais besoin de lâcher cette créativité et d'expérimenter ».

Dans un véritable besoin de mettre une signature concrète sur son travail, elle fonde la JC Movement Production, rassemblant ses créations chorégraphiques et ses courts-métrages. De la danse classique aux danses traditionnelles, en passant par la culture

urbaine, son langage gestuel ressort de ses recherches personnelles. Une ligne artistique qui met au centre le langage du mouvement, « tout mouvement a pour moi une signification. Je ne vais pas bouger pour bouger. Chaque pièce à son langage spécifique et sa physicalité ». Et, fixateur de ces préceptes qu'elle se donne, la musique tient lieu et place de colonne vertébrale dans sa pratique chorégraphique, « la musicalité dans le corps du danseur est un point important. Dans mes pièces, je cherche à combiner cet univers sonore et cette musicalité interne du corps ».

Tissant assez vite ce glossaire propre au « style JC Movement », Crovisier, dès ses premières chorégraphies, trace également ses grandes problématiques autour de l'identité et notre humanité. Un questionnement majeur chez elle, qui va devenir central dans son travail, voire quasi obsessionnel.

Tout juste intégrée au 3CL, après *Rice*, elle poursuivra cette approche dans *We are We*, en livrant une pièce contemporaine mêlant mouvements propres à la danse et d'autres, issus du quotidien. Sous une autre forme, elle remet en marche la problématique de son précédent spectacle, « j'en reviens toujours à des questionnements existentiels et donc souvent à l'identité. Il me paraît impossible de se créer en tant qu'individus dans notre monde, tant il y a de forces et d'influences sur nous ».

Et puis, comme chez beaucoup d'artistes, il y a une teneur introspective dans tout ça. Les questionnements qu'elle décline, sont ceux qu'elle rencontre dans sa vie personnelle et quand elle parle d'identité dans ses premières pièces, c'est également le moment où elle-même trouve son identité de chorégraphe. Entre force et douceur, mouvements néo-classiques et plus expérimentaux, ce mélange avant-gardiste, définit le style JC Movement, « c'est ce qui reconnecte ma vie personnelle à ce que je fais. Cela fait un moment que ma direction de recherche se clarifie. Je ne fais qu'approfondir mon travail au fil du temps ».

C'est d'ailleurs très palpable dans sa pièce *Zement, the solo* qui, conservant ses aspirations précédentes induit cette fois, une forme de responsabilité de

Kino

## Ein trompe-l'œil des feministischen Films

Marc Trappendreher

Nachdem Regisseur Luc Besson (*Léon*, 1994) im vergangenen Jahr wegen sexueller Belästigung und Vergewaltigung angezeigt worden war, wurde sein neuester Film immer wieder verschoben. Nach Einstellung des Verfahrens kommt der Spionagethriller *Anna* nun doch auf die Leinwand – und er mutet in gewisser Weise wie Bessons Reaktion auf ebendiese Vorwürfe an.

Anna (Sascha Luss) arbeitet zeitgleich als angesagtes Model in Paris und als hochprofessionelle Agentin für den KGB. Als aber die CIA auf sie aufmerksam wird, beginnt sie sich zusehends in einem Netz aus Intrigen, Täuschungen und Lügen zu verstricken, das darauf hindeutet, dass sie kein gutes Ende nehmen wird ...

Luc Besson entstammt noch dem (heute nicht mehr ganz so) *Jungen Französischen Kino* der 80er-Jahre, dem *cinéma du look*. Seine Hingabe zur äußeren Formgebung hat er auch in *Anna* noch nicht verlernt, wenngleich seine aufdringliche Vehemenz nachgelassen hat: eine dynamische und rhythmische Montage, lang schweifende Kamerafahrten. Sascha Luss wirkt wie eine Kopie früherer Besson-Figuren, Helen Mirren ist als kettenrauchende KGB-Vorgesetzte mit ihrem Hang zur Übertreibung sogar nah an der Parodie, und der finstere KGB-Chef entspricht genau dem stereotypen Bild des bösen Russen.

So unverhohlen männlich Luc Bessons Kamerablick in *Anna* auch ist, so augenfällig wird da männliche Schaulust befriedigt



Sascha Luss als Anna

Überhaupt obsiegen bei Besson die Konventionen des Genres: Wie es sich für eine gute Auftragsmörderin des Geheimdienstes gehört, werden Verbrechen, Mord, Erpressung emotionslos ausgeführt und sind auf keine sinnstiftend-nachvollziehbare Aggression zurückzuführen. Tötung findet *en passant* statt. Und dabei sind Gefühle ohnehin eine sehr gefährliche Angelegenheit. Da gibt es Spione, die mit den Agenten der anderen Seite schlafen, um ihnen wertvolle Informationen zu entlocken. Das ist hier wohl – mit Blick auf den bekanntesten britischen Spion im Dienste seiner Majestät – als postmodernes Zitat zu verstehen, dass nun, in einer Inversion der Geschlechterrollen, die Spionin gleich mit mehreren Männern schläft. Individuelle Bindungen sind gefährlich in diesem Spionagespiel des Scheins und der Täuschung. Georg Seeßlen spricht in Bezug auf den Spionage-Thriller sogar von einem „Trompe-l'œil der Gefühle"! So mag Annas überwiegende Abwesenheit von Gefühlen anfangs ganz entsetzlich erscheinen, allmählich werden aber ihre wahren identitären Bedürfnisse und Wünsche offenbar. Dies passiert im Film auf äußerst konstruierte Weise: Die narrativen Verschachtelungen über mehrere Zeitebenen hinweg sind metaphorisch an die Matroschka-Puppe angelehnt, sie werden nach und nach aufgedeckt, und so muss auch die Frage um Identität immer neu verhandelt werden.

Im Kino hat mittlerweile eine (pseudo-) feministische Tendenz nicht nur Einzug gehalten, sondern auch an Einfluss gewonnen, die mit dem maskulinen Subjekt aus männerdominierten Filmgenres zu konkurrieren versucht: *Salt* (mit Angelina Jolie, 2010), *Atomic Blonde* (mit Charlize Theron, 2017), *Red Sparrow* (mit Jennifer Lawrence, 2018) und nun *Anna* (2019). Diese Bewegung lässt sich wohl zurückführen auf die *metoo*-Debatte, die vorderst durch den Skandal um Harvey Weinstein ausgelöst wurde. Wer glaubt, Männlein und Weiblein zählen und dann einfach austauschen zu müssen (man denke an *Ocean's 8*), handelt an und für sich am Problem vorbei. Ist nicht zu fragen: Wie kann eine weibliche Figur das Genre sinnvoll fortschreiben, modifizieren, erneuern?

Egal wie man die aktuelle „feministischen“ Umbrüche im Kino auch bewerten mag, eins lässt sich an *Anna* unschwer ablesen: So unverhohlen männlich dieser Kamerablick ist, so augenfällig wird da männliche Schaulust befriedigt. Das ist bei Besson auch kaum verwunderlich, ist er doch bereits zuvor mit Isabel Adjani, Natalie Portman, Mila Jovovich, Cara Delevingne oder Scarlett Johansson als Regisseur auf den Plan getreten, der seine Frauenfiguren als Kunstgestalten überhöht und als berauschende Männerfantasie feiert. Das erscheint mir wenig diskussionsfördernd oder gar geistreich. Wenn nun auch noch James Bond, ob vorübergehend oder nicht, tatsächlich zur Frau werden soll, dann scheint sich dieser Trend indes zu festigen ...

<sup>1</sup> Georg Seeßlen (2013): *Filmwissen: Thriller. Grundlagen des populären Films*. Marburg: Schüren, S. 15.

l'humain face à notre monde. « Le personnage de *Zement* est unique mais représente plein de gens en même temps, explique Jill Crovisier. J'essaye de créer un miroir de la société. J'essaye de provoquer un questionnement chez le spectateur ». Jill Crovisier ici, veut faire face à la réalité et confronter les gens à ce qui se passe dans ce monde, « je suis contre l'ignorance, sans être à cent pour cent dans le positionnement »

Pourtant, Crovisier ne s'engage pas à donner *Zement, the solo* comme une pièce critique en soi, elle tisse simplement des lignes de questionnement, encore, libre ensuite au spectateur de créer sa propre histoire. Un discours engagé mais non activiste. « Je ne vais pas sauver le monde ni le changer, mais si je peux contribuer à des petits changements cela reste très précieux. Pour moi, c'est une façon de m'exprimer par rapport à ce que je vis, ce que nous vivons. Je ne peux pas ignorer les choses autour de moi et nous sommes tous responsables face aux actes de notre société ».

Chez Crovisier, s'est ainsi tendu, avec le temps, un véritable fil conducteur... Consolidé ensuite, par le puissant et acerbe solo *The Hidden Garden, Sieben* qui ancre sa signature dans le paysage chorégraphique international et sa dernière création *No Man's Land* où elle interroge la notion de subconscient. La jeune femme semble chercher des réponses à l'état lymphatique de notre société et s'est faite pour vocation de réveiller les gens, les mettre au pied du mur, en quelque sorte.

Et l'oratoire dansé semble interloquer, aujourd'hui tout va très vite pour la jeune chorégraphe. Une dynamique incroyable pour la chorégraphe émergente, qui touche d'année en année à plus de concret, en gardant néanmoins la tête froide, « pour moi le plus précieux est de rester créative, saine et honnête envers soi-même. J'ai fait des choix il y a quelques années qui me définissent aujourd'hui. Je dois continuer dans ce sens ».

Luxemburgensia

# Petinger Triptychon

Jeff Thoss

Die Geschichte dreier ungleicher Brüder erzählt Claudine Muno in ihrem neuen Roman *Sou wéi et net war*. Simon, Louis und Olli „Panda“ Hoffmann entstammen dem Petinger Kleinbürgertum, dem sie, trotz wiederholter Fluchtversuche, nie ganz entkommen. Die Erzählerin verfolgt ihre Lebensläufe von der Kindheit bis ins Erwachsenenalter und verzeichnet Rückschläge, Enttäuschungen und kleine Erfolge. Der Beginn des dreiteiligen Textes spielt sich größtenteils im Elternhaus der Familie Hoffmann ab. Geschickt nutzt der Roman unterschiedliche Perspektiven, um die Figuren sich gegenseitig charakterisieren zu lassen.

Allen voran dient dazu der mittlere Bruder, der unscheinbare und etwas blasse Louis, der in vielerlei Hinsicht zwischen dem jüngeren, durchtriebenen Panda und dem älteren, streberhaften Simon steht. Louis' Beobachtungen erwecken den Eindruck, dass die Kinder sich mehr schlecht als recht selbst erziehen, während Mutter Olga alle möglichen Gelegenheitsjobs übernimmt, nachdem der Vater sich nur gelegentlich blicken lässt. In dem tristen Milieu, das Muno mit der üblichen sprachlichen Bissigkeit schildert, besteht Vaterschaft aber vielleicht auch lediglich darin, „e Som an d'Äerd ze planzen an en dann a regelméissegem Ofstänn mat engem iwwerfällige Machtwuert ze nützen“.

Die elterliche Nichteinmischungspolitik müsste spätestens enden, als Panda, obwohl er „onzerstéierbar, wéi Tupperware“ wirkt, beim Spielen mit Feuerwerkskörpern sich selbst und einen Mitschüler schwer verletzt. Hilfe kommt allerdings letztlich von Simon. Der Vater von dessen Nachhilfeschüler Robert ist nämlich Anwalt. Was die Eltern nicht mitbekommen, die Brüder aber sehr wohl, ist, dass Simon zusammen mit Robert auch seine eigene (Homo-)Sexualität entdeckt. Er möchte sich von der Familie losreißen, in Straßburg studieren und Ingenieur werden, aber dann kommt alles anders. Der frühe



Claudine Muno beschreibt eine Jugend in Petingen

Krebstod des Vaters zwingt Simon, berufliche Ambitionen und privates Glück hintanzustellen und sich um die Brüder zu kümmern.

Im zweiten, längsten und besten Teil von *Sou wéi et net war* lebt Simon in einer Scheinehe mit einer alten Schulfreundin, Louis' Flamme Nina, und müht sich als Ersatzlehrer in einer katholischen Mädchenschule ab. Es bringe nur Unglück, heißt es an einer Stelle, den einmal eingeschlagenen Lebensweg an der Freiheit zu messen, die man mit Achtzehn noch hatte. Simon solle „probéieren, dynamesch ze wierken a wéi wann hien d'Liewen nach virun sech hätt“, so seine Ehe-

frau. Hier mutiert Claudine Munos Roman zur bitterbösen, quasi-naturalistischen Milieustudie, zur Anklage kleinbürgerlicher Mittelmäßigkeit und zur Klage über die Macht der sozialen Herkunft. Vom vollends naturalistischen Experiment trennt den Roman weiterhin Munos Spiel mit Perspektiven, das beständige Wissen, dass man in den Köpfen der Figuren feststeckt und die Dinge nie „sou wéi et war“ erfährt.

Mit einer Mischung aus Feingefühl und Ironie berichtet die Erzählerin, wie Simon mit seinen Schülerinnen Häusermodelle baut und gegen den Starrsinn der Schwestern ankämpft. Sehr

schön wird auch die Beziehung zu einem älteren Lehrer gehandhabt, der sich vom besserwisserischen Nörgler in Simons Fast-Liebhaber verwandelt, als Simon ihn nach einem Herzanfall zu pflegen beginnt. Wirkliches Lebens- und Liebesglück – „kleng an haart wéi eng Jick, sou präzis definéiert, dass hie seng Hand kéint austrecken, fir dono ze gräifen“ – findet der Held aber dann doch erst fernab der Heimat.

Nachdem der Mittelteil fast ausschließlich Simons Werdegang porträtiert und seine Sicht der Dinge wiedergibt, vereint der letzte Teil dann wieder alle drei Brüder zu einem Gruppenbild im Elternhaus.

**Geschickt nutzt Claudine Muno in ihrem Roman *Sou wéi et net war* unterschiedliche Perspektiven, um die Figuren sich gegenseitig charakterisieren zu lassen**

Panda hat es als Radiomoderator inzwischen zu Luxemburger B-Prominenz geschafft, Louis ist Frisör geworden und immer noch unglücklich in Simons Ex-Frau Nina verliebt. Den drei Hoffmanns bleibt am Ende vor allem die Bilanz ihrer Enttäuschungen – „a Couchen eng iwwert déi aner geluecht huet an déck an onduerchdrénglech wéi Houf“ – sowie die Einsicht, dass sie mehr vom Vater geerbt haben, als ihnen recht ist.

Munos Roman wirft einen düsteren, wenn nicht gar fatalistischen Blick auf die Planbarkeit des Lebens, auf den schnell schrumpfenden eigenen Handlungsraum und die verhängnisvolle Verstrickung ins soziale Umfeld. „Hie gëtt dat, wat e gëtt, an dat, wat hie gëtt, dat ass en dann“, lautet ein frühes Fazit der Mutter mit Bezug auf die Entwicklungsmöglichkeiten der Söhne. *Sou wéi et net war* ist sicherlich nicht von bahnbrechender Originalität, kann dank seiner einfühlsamen Figurenzeichnung, seiner klaren Konstruktion und den immer wieder überraschenden Sprachbildern aber durchweg überzeugen.

Claudine Muno: *Sou wéi et net war*. Roman. Op der Lay, Ehlerange 2019; ISBN 978-2-87967-237-3; 204 S., 16,90 Euro

## Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

### Avis de marché

**Procédure** : européenne ouverte  
**Type de marché** : Travaux

**Modalités d'ouverture des offres** :  
Date : 12.09.2019  
Heure : 10.00 heures

**Lieu** :  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

### Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché** :  
Travaux de revêtement de sol souples dans l'intérêt de la construction de

l'École internationale à Differdange – enseignement secondaire

**Description succincte du marché** :  
– Revêtement de sol en linoleum, avec et sans sous-couche de liège pour isolation phonique : env. 3 510 m<sup>2</sup>  
– Plinthes : env. 1 750 m  
– Revêtement d'escalier en caoutchouc : env. 16 m<sup>2</sup>  
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.  
La durée prévisible du marché est : 80 jours ouvrables  
Le début prévisible des travaux : 1<sup>er</sup> trimestre 2020

### Section IV : Procédure

**Conditions d'obtention du cahier des charges** :  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

La remise électronique est obligatoire.

### Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations** :  
*Conditions de participation* :  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

**Réception des offres** :  
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

**Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E.** :  
29.07.2019

**La version intégrale de l'avis n° 1901279 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**

### Poste vacant

#### Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Le Service de la formation professionnelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance se propose d'engager

**un salarié de l'État avec DAP (brevet de maîtrise) dans la carrière E (m/f)**

à tâche partielle de 20 heures et à durée indéterminée, pour les besoins du Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) d'Esch-sur-Alzette.

Les candidat(e)s au poste doivent être titulaire d'un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) en menuiserie.

Des détails sur les tâches relatives au poste peuvent être consultées à l'adresse internet suivante :  
<http://postes-vacants.men.lu>

Les personnes désireuses de postuler adresseront leur candidature jusqu'au 16 août 2019 au plus tard au Service de la formation professionnelle, à l'attention de  
Madame Véronique Schaber  
Directrice à la formation professionnelle  
29, rue Aldringen  
L-2926 Luxembourg.

**Les candidatures seront accompagnées des pièces suivantes** :  
– une copie du/des diplôme(s) ;  
– un extrait de l'acte de naissance ;  
– un extrait récent du casier judiciaire.

Pour toutes informations supplémentaires, prière de contacter Monsieur Guy Olinger, direction au CNFPC d'Esch-sur-Alzette (tél. : 55 89 87-302).

### Postes vacants

Afin de renforcer son équipe,

#### l'Inspection du Travail et des Mines

recherche :

Dans la carrière de l'employé de l'État

**9 employés (M/F) dans le groupe d'indemnité A1 – CDD jusqu'au 31 août 2021**

**Niveau d'études** :  
Master en droit, en ingénierie ou de son équivalent

**12 employés (M/F) dans le groupe d'indemnité A2 – CDD jusqu'au 31 août 2021**

**Niveau d'études** :  
Bachelor en droit, en ingénierie, en gestion ou en sciences humaines et sociales

**5 employés (M/F) dans le groupe d'indemnité B1 – CDD jusqu'au 31 août 2021**

**Niveau d'études** :  
Diplôme lux. de fin d'études sec. ou sec. techn., soit d'un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes

Une conversion vers le statut du fonctionnaire sera possible à la fin du CDD, sous réserve de remplir les conditions nécessaires.

Dans la carrière du fonctionnaire de l'État

**3 fonctionnaires (M/F) dans le groupe de traitement A2 – fonction de l'Inspecteur général du travail**

**1 fonctionnaire (M/F) dans le groupe de traitement A1 – data protection officer**

Les informations sont disponibles sur :  
<https://govjobs.public.lu>

### Postes vacants

#### La Direction de la Santé

se propose de recruter

**Deux agents ayant un diplôme de Pharmacien, Médecin, Master, PhD ou équivalent dans le secteur pharmaceutique**

pour la Division de la pharmacie et des médicaments, à plein-temps et à durée

## d'LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; [rhilgert@land.lu](mailto:rhilgert@land.lu)), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; [pfeist@land.lu](mailto:pfeist@land.lu)), Josée Hansen (48 57 57-26; [jhansen@land.lu](mailto:jhansen@land.lu)), Ines Kurschat (48 57 57-28; [ikurschat@land.lu](mailto:ikurschat@land.lu)), Michèle Sinner (48 57 57-20; [msinner@land.lu](mailto:msinner@land.lu)), Pierre Sorlut (48 57 57-20; [psorlut@land.lu](mailto:psorlut@land.lu)), Bernard Thomas (48 57 57-30; [bthomas@land.lu](mailto:bthomas@land.lu)) **Photos** Sven Becker ([sbecker@land.lu](mailto:sbecker@land.lu)) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; [zbelgacem@land.lu](mailto:zbelgacem@land.lu)) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** [land@land.lu](mailto:land@land.lu) **Internet** [www.land.lu](http://www.land.lu) **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; [francis.gasparotto@maisonmoderne.lu](mailto:francis.gasparotto@maisonmoderne.lu)) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

## Festival d'Avignon

# Histoire(s) de théâtre

Paul Rauchs

L'époque étant à la manie quantificatrice, commençons donc par quelques chiffres. L'édition 2019 du festival *In* d'Avignon a produit 43 spectacles dans 38 lieux différents. 109 493 billets ont été vendus pour un total de 282 représentations. Le *Off* a offert 1 592 spectacles dans 139 endroits. 6 000 artistes s'y sont produits et ont envahi les ruelles d'Avignon de leur humeur bon enfant, de leurs affiches et de leurs tracts.

Parmi eux, la petite troupe du Centaure qui a présenté, avec pas mal de succès, *Revolt. She said. Revolt again*. Comme le titre ne l'indique pas, la pièce se jouait en français et aurait pu s'intituler « détruire, dit-elle ». Il s'agissait en effet de détruire le langage, de détruire la domination du masculin sur le féminin, voire de détruire jusqu'aux frontières entre homme et femme, pour les rétablir ensuite afin s'y retrouver un tant soit peu, quitte à ce que ces nouvelles frontières deviennent des caricatures. Pour cela, la metteuse en scène Sophie Langevin découpait son décor de cube, tout en blanc monochrome et monotone, avec de larges bandes noires qui délimitaient des espèces de couloirs de piscine où les quatre protagonistes, incapables de communiquer entre eux, évoluaient comme des nageurs en eau trouble. Le bon jeu des acteurs (Agnès Guignard, Leïla Schaus, Denis Jousselin, Francesco Mormino) ainsi que les trouvailles de la mise en scène sauvaient un texte certes souvent drôle, mais dans l'ensemble assez décevant. Mention spéciale encore dans la pléthore des productions du *Off* pour Nicole Dogue, vieille complice de la troupe du Centaure, qui mit en scène, de façon solide, Isabelle Kancel, actrice toute aussi solide dans *Stéphanie Saint Clair, reine de Harlem* qui narra l'ascension d'une pauvre Antillaise, descendante d'esclaves, dans le milieu de la pègre new-yorkaise au début du dernier siècle.

Des petites scènes intimes du *Off*, aux grandes pompes extimes du *In*, qui débuta, à tout seigneur tout honneur, dans la Cour d'Honneur du Palais des Papes. Pascal Rambert, un habitué du festival, y mit en mots, en scène... et en pièces *Architecture*, spectacle fort bavard sur les déchirements d'une grande famille viennoise au temps de l'« Anschluss ». Rambert dit écrire pour le corps et pour les acteurs, eh bien il fit comme ces anciens compositeurs d'opéras qui composaient leurs airs en fonction des caprices de leurs divas. Ce fut donc une (très belle) bataille d'égos entre égaux, issus du *who's who* des acteurs français, avec à la tête des Emmanuelle Béart, Arthur Nozzychiel, Stanislas Nordey (j'en passe et des meilleur.e.s) un formidable Jacques Weber dans le rôle du tyranique pater familias.

Le lendemain, la grandiloquence le céda à son contraire. Julie Duclos mit en scène un *Pelléas et Mélisande*, dont la petite musique n'avait nul besoin d'un Debussy, mais se fonda uniquement sur la mélodie des phrases de Maeterlinck. Ce fut, comme le texte du maître flamand, un spectacle hors temps et espace, entre deux eaux, entre hier et aujourd'hui, entre rêve et vécu ; une féerie diaphane, à la lisière de la mer et de la forêt, du bateau et du château où les cloisons du décor ouvraient au lieu de cloisonner, et où la parole l'emporta sur les vociférations et l'esquise sur la déclamation. Le jeu juste et nuancé des acteurs, ainsi que l'emploi judicieux et minimaliste des lumières et de la vidéo n'étaient pas sans rappeler le travail d'une Katie Mitchell et nous plongerait dans une douce pénombre mélancolique.

Il est loin le temps où les Fabre, Cassiers et Co faisaient la pluie et le beau temps et soufflaient le Mistral en Avignon, et pourtant les Flamands continuent à bousculer nos habitudes et à brouiller les frontières. La troupe gantoise Ontroerend Goed prit le théâtre au mot : *Schauspiel* disent les Allemands, aussi Alexander Devriendt et ses comédiens installèrent-ils dans *£££* (vu au *Talentlab* 2018 au Luxembourg) les spectateurs à des tables de jeu où ils jouaient à la bourse et à l'économie, investissant dans la pierre et la matière, puis dans les services et la communication, enfin dans les fonds et dans les dettes. À l'euphorie des premiers gains succéda la panique de la catastrophe du *clash*. Le spectateur se laissa prendre au jeu et fut pris au piège. La musique, les lumières,



Le *Off* a proposé cette année près de 1 600 spectacles – dont *Révolte* mis en scène par Sophie Langevin et produit par le Centaure, avec, entre autres, Leïla Schaus (en bas)

## Olivier Py nous emmena cette année dans un voyage à travers le temps et l'espace

l'ambiance l'envoûtaient pour mieux ensuite le désenchaner. Rythme admirable, jeu complice des acteurs, ce spectacle interactif ne fut pas loin d'inventer une autre forme de théâtre.

*La maison du thé*, mise en scène par Meng Jinghui sur un célèbre texte de Lao She, fut un peu le pendant chinois d'*Architecture*, l'ennui en moins. Imposants décors, cris des acteurs, effets spectaculaires, on ne comprenait pas grand chose à cette hénarmonie chronique du dernier siècle en Chine, mais on passa un bon moment (un peu trop long certes) dans ce spectacle qui tenait du théâtre, de l'opéra, du cirque, et un peu aussi de l'esbroufe.

Les trombones sont des trompettes qui ont perdu de leur superbe, ce sont des binious à qui on le fait plus. Dans son dernier spectacle *Gramma*. Les trombones de la Havane sur les grandeurs et déca-

dences de la révolution cubaine, Stéphane Kaegy revint à la magie de *Mnémo*, son premier grand succès à Avignon, et la tendresse, du coup, se la disputa à la nostalgie. Comme les vieux Suisses jouaient avec leur train électrique, les vieux Cubains continuent à faire joujou avec la révolution. Fidèle à sa méthode quasi documentaliste, le collectif Rimini interrogea grands parents et petits enfants. La génération des parents a disparu, un peu comme chez Walt Disney. Et d'ailleurs, Cuba n'est-il pas devenu un Disneyland pour touristes, où les Américains n'achètent plus des putes, mais des boules où il neige sur la révolution ? Mais entre Fulgencio B et Donald T, il y eut Fidel C. Quatre jeunes Cubains d'aujourd'hui qui ne sont pas des comédiens, mais des « experts en vie quotidienne », selon la belle expression de Kaegy, dialoguaient devant nous avec leurs grands-parents : Milagro, l'historienne et son aïeule, la couturière ; Christian, le prolo et son grand-père, militaire révolutionnaire ; Diana, la musicienne qui apprit le trombone à ses complices et sa grand-mère, épouse d'un musicien volage ; Daniel, enfin, le bourgeois et son grand-père, ministre castriste. Le soleil des Tropiques inonda jusqu'à minuit le Cloître des Carmes qui se prenait pour le Malecon de la Havane. Les trombones, loin d'être les symboles d'une bureaucratie tatillonne, se métamorphosèrent en clubs de golf et en mitrailleuses, la vieille machine à coudre se faisait machine à remonter le temps, et la bouteille d'Evian se devint batte de baseball pour renvoyer la révolution à la figure du spectateur. Les trouvailles de la mise en scène travaillaient notre mémoire et donc notre imaginaire, interpellés avec aplomb par les jeunes non-acteurs. Spectacle actif, hyperactif et interactif qui nous confronta, bobos luxos et parisiens, à la « Gretchenfrage » : qu'en est-il pour toi de la religion révolutionnaire à Cuba ?

Spectacle en miroir le lendemain dans la Cour de l'université où le Congolais Faustin Linyekula déconstruit le mythe de la révolution de Mobu-



tu. L'homme au bérêt léopard inventa le Ballet du Zaïre pour ajouter une 56<sup>e</sup> version au mythe fondateur du pays avec *himself* comme père de la nation. C'est un acteur belge, Oscar Van Rompay, qui raconta Linyekula qui raconta l'histoire des trois danseurs qui racontèrent Mobutu qui raconta le Zaïre. Métahistoire, métathéâtre, méga-théâtre, *Histoire(s) du théâtre II*, cet espèce de palimpseste s'inscrivit comme deuxième étape dans le projet *Histoire(s) du théâtre*, inaugurée l'année dernière par Ivo Van Hove. *Lobi* : ce mot veut dire hier et aujourd'hui, et résume à lui seul le spectacle qui évoqua l'ascension et le déclin du Ballet du Zaïre. Comme Kaegy, son alter ego suisse, Linyekula convoqua sur scène des « experts en vie quotidienne », mais cette fois-ci c'étaient bien des professionnels du *show-bizz*, à savoir des danseurs du ballet, qu'il embarqua dans un spectacle magnifique avec danses congolaises qui replongèrent le spectateur non sans une certaine gêne, mais avec énormément de plaisir dans le temps des expositions universelles et coloniales avec leurs « zoos humains » où « les noirs avaient le rythme dans la peau ». Comme chez Kaegy, les limites s'estompaient, pour notre plus grand plaisir, entre théâtre, ballet, cinéma et concert. Derrière son projecteur, Oscar, le Belge, avait l'air tantôt d'un voyeur, tantôt d'un inquisiteur, tantôt d'un cinéaste que se serait pris pour Jean Rouch. Aujourd'hui, le dictateur, heureusement, a disparu et le Ballet du Zaïre, malheureusement, n'est plus que l'ombre de lui-même. Et le spectacle, ce soir du 19 juillet, évoluait (aussi) au rythme des broncas des supporters algériens qui fêtaient bruyamment la victoire de leur équipe dans la CAN. Eh oui, aujourd'hui, le narratif d'une nation se réinvente dans les stades plutôt que sur les scènes.

On continue à beaucoup danser à Avignon. Pour *Outwitting the Devil*, Akram Khan, chorégraphe anglais d'origine bangladaise, bien connu au Luxembourg, présenta six danseurs dans de magnifiques tableaux censés illustrer rien de

moins que la condition humaine et la destruction de la planète. Le discours se fit littéralement *discorps*, comme aurait dit Artaud, et ce fut beau, ce fut inquiétant, mais le rythme flancha après quelque 45 minutes, sur une bonne heure et demie de spectacle.

On l'aura compris, Olivier Py nous emmena cette année dans un voyage à travers le temps et l'espace. Après l'Europe, l'Afrique, la Chine et Cuba, Moscou, évidemment, ne pouvait manquer à l'appel. Manqua à l'appel cependant le metteur en scène Kirill Serebrennikov, retenu à Moscou par ce qui tient lieu de justice dans son pays. Dans le bien nommé *Outside*, l'enfant terrible de la scène moscovite fit revivre Ren Hang, photographe et poète chinois qui s'est suicidé à 29 ans. Inspiré de l'atmosphère parfois glauque, souvent drôle, tantôt grave, tantôt kitsch de l'univers de Hang, ce show dramatique et émouvant finit sur le cri « free Kirill ! »

Le festival se clôtura comme il avait commencé, sur un flop. *Lewis versus Alice* de Macha Makeïeff se voulait subversif, il ne fut qu'infantile. Dans cette évocation du personnage fantasque de Lewis Carroll, les rares moments tragico-mélancoliques se noyaient rapidement dans une musique qui goûtait la guimauve. « C'est n'importe quoi », disait souvent Alice. On ne saurait mieux dire.

Finissons alors sur une note optimiste, sur un merveilleux spectacle qui narra l'histoire d'hier par des acteurs de demain. Sur plus de cinq heures qui passaient comme moins de cinq minutes, le grand Jean-Pierre Vincent monta avec les élèves du TNS de Strasbourg la trilogie fondatrice du théâtre occidental, l'*Orestie* d'Eschyle. Décors sobres et austères, jeu tout aussi sobre et austère des acteurs, ce fut du (grand) théâtre, tout le théâtre, rien que le théâtre. Ce spectacle nous a ému aux larmes, preuve que la catharsis n'est pas morte. CQFD.

# STIL

Cyril B.

Dégarnis, ridés, poilus, cernés, vieillis, burinés, blanchis. Youpi !, on sait tous à quoi on va ressembler dans vingt ans grâce à FaceApp, l'application qui vous amuse cinq minutes avant de vous filer une bonne déprime à la veille de partir en congés et, pour des raisons assez obscures, de transmettre votre photo d'identité aux services secrets russes. Les plus curieux auront fait l'expérience de vieillir une photo ancienne, où ils étaient donc jeunes, pour

voir comment fonctionne le retour vers le futur. Mais ce qui serait le plus intéressant serait encore autre chose : un FaceApp pour les paysages, pour voir à quoi ressemblera notre environnement dans vingt ans. Pour la campagne, pas de surprise, si les étés se poursuivent à ces températures, on devrait bientôt pouvoir presser de l'huile d'olive à Remich. Le véritable défi consiste à essayer de se représenter quel sera le visage de la capitale dans quelques années. Le

## StadApp

Une heure au milieu des poils de chat et des miettes de *carrot-cake*, à siroter un café vendu à un tarif digne de Ladurée, cela ne vous fait pas rêver ?



### L'endroit

Reprenre un local d'une icône comme Léa Linster, qui est à ce jour, toujours et encore, unique Bocuse d'or féminin, n'était pas une mince affaire. Même si la diva parmi les rares Chefs féminins se retire progressivement plus de ses commerces (à Frisange, son fils Louis est désormais aux fourneaux), reprendre les rênes de son Pavillon Madeleine à Kayl n'était pas gagné d'avance, celui-ci n'ayant plus attiré foule avant abandon de dame Linster. C'est une autre ambitieuse dame qui a tenté le coup et essaie de redorer le blason du joli pavillon installé dans un parc agréable. Du haut de ses 24 ans, Caroline Ensch s'est empressée, après l'École hôtelière de Diekirch, de faire ses armes dans de belles maisons nationales, dont Ma langue sourit fut la dernière étape. Ses stages et sa propre intolérance au gluten semblent avoir convaincu le conseil communal de Kayl, auquel elle a proposé une cuisine à base de farines différentes. Lors de notre passage, elle nous a préparé une excellente volaille en deux variantes, une partie confite et une autre rôtie. La cuisson était aussi réussie que le choix des herbes ou la crème à la ciboulette qui accompagnait la pomme de terre en robe de chambre. Le seul hic est le côté extrêmement minimaliste d'une carte qui présente moins d'une demi-douzaine de plats, tous plus conventionnels les uns que les autres. Avec la patronne qui officie en cuisine et en plus assure le service. Il reste à espérer quelle trouve, avec le temps, les moyens de ses ambitions au **Pavillon Eden Rose** (photo : GD) nouveau nom du local. GD

### La tendance

Le déclin est venu le jour où un ami cafetier m'a annoncé, étonné, qu'on lui avait réclamé un café... au beurre ! Stupéfaction aussi de mon côté et je me suis aussitôt jeté sur un moteur de recherche, histoire d'en savoir plus. Quelle surprise de ma part en découvrant plusieurs articles récents prônant cette méthode en tant que cure amaigrissante en vogue. En remontant le cours des articles publiés, j'en ai trouvé un qui datait de 2014, année où le *butter coffee* semble avoir pris naissance aux États-Unis, pays de toutes les possibilités et depuis peu aussi de toutes les stupidités. Repris maintenant dans nos pays, une série de blogs gastronomiques prétendent qu'en ajoutant une pointe de beurre dans l'arabica, notre foie fabrique d'avantage de protéines pour bloquer le stockage des graisses. On pourrait ainsi mieux contrôler celles-ci toute la journée et, par-dessus le marché, minimiser son appétit. Ce que je veux bien croire en imaginant ces yeux de graisse flottant sur le kawa. J'ai cependant aussi trouvé un papier qui prétend que les professionnels de santé mettent en garde contre la méthode, ce régime pouvant aussi provoquer des baisses de tension et des crises d'hypoglycémie. Le **bulletproof**, comme on appelle aussi le régime douteux, ne fera donc pas partie de nos préférences diététiques, car s'il est censé limiter notre faim, sa seule vue risque carrément d'anéantir notre appétit : Ce qui serait le pire des dommages qu'on puisse nous causer. (photo : ms) GD

### Le blog

Le titre du blog dit tout : *hungryitalianintown.com*. Et il en serait un parmi tant d'autres si l'Italien en question n'avait, primo, pas aussi bon flair en matière de gastronomie et si, secundo, il n'était pas résident luxembourgeois. Son boulot de *product manager* lui permettant de sillonner la planète, Giovanni Farinella (photo : *hungryitalianintown*) en profite pour aller tester les meilleurs temples gastronomiques de partout et d'ailleurs et pour partager ses expériences sur ce blog, créé il y a quelques années. L'évolution de la communication en ligne l'ont très vite amené à en faire moins sur le blog et plus sur sa page Facebook et surtout sur Instagram, où les clics des photos d'assiettes dressées avec le plus grand talent ont la meilleure cote pour le moment. Mais c'est le blog qui comporte les plus grands trésors, car y paraissent des recettes (oui, à part manger il aime aussi cuisiner), des interviews de Chefs internationaux, et surtout des avis sur des maisons situées à Tokyo ou dans plusieurs villes italiennes, à Berlin, Londres, Madrid ou Varsovie. Ce qui fait le plus plaisir, c'est de voir que Giovanni n'hésite pas à s'aventurer chez les plus grands de la recherche gastronomique. Comme le fameux Celler da Roca en Catalogne, pendant plusieurs années classé meilleur restaurant mondial, ou l'étonnant Disfrutar à Barcelone, laboratoire de recherche de trois experts sortant du El Bulli d'Adrian Ferrà. À Luxembourg, c'est Mad about Peru (Dudelange et rue de Hollerich en ville) qui l'ont récemment séduits. À suivre sans hésiter. GD

contraste est assez saisissant entre les panneaux publicitaires qui montrent des gens souriants, dans des artères fleuries et ensoleillées, et la réalité des chaussées éventrées où le bruit des pelleteuses peine à couvrir celui des klaxons dans les effluves de poussières de béton et de diesel, alors que quelques piétons perdus essaient de trouver quel chemin ils sont censés emprunter pour ne pas se trouver coincés entre un rétroviseur de bus et un marteau piqueur.

À côté des quartiers sortis de nulle part, comme la Cloche d'Or, où les immeubles ont poussé à la vitesse du champ de colza qu'ils ont remplacé, on annonce des changements pour le Boulevard Roosevelt, de nouvelles passerelles destinées à relier des quartiers, et peut-être même avant la fin du siècle, un aménagement de la place de l'Étoile. Pourtant, un coup d'œil à la Photothèque de la ville permet de se rappeler l'époque où les voitures stationnaient sur la place d'Armes et où le Kirchberg ressemblait à une bretelle d'autoroute au milieu des prés. Mais comment imaginer la physionomie générale de la capitale dans quelques années ?

L'avenue de la Gare constitue peut-être le triste modèle de ce qui nous attend. Des rideaux de fer baissés, des petits panneaux qui annoncent que l'enseigne concernée a déménagé dans un centre commercial. On se croirait dans une sous-préfecture du massif central, où le commerce en ligne termine d'achever définitivement les petites boutiques qui n'ont pas eu les moyens d'investir dans des surfaces de centaines de mètres carrés pour s'installer dans d'hideux zonings où la promesse d'un parking gratuit et la proximité des grands axes routiers attirent les habitants de tout aussi hideuses banlieues pavillonnaires, dopés aux publicités, aux séries télé et à l'automobile. Même le McDonald's a fermé le mois dernier, c'est dire !

Un peu plus loin, d'autres enseignes emblématiques annoncent leur prochaine fermeture. Dans la Grand rue, pourtant épargnée par les travaux, c'est Tapis Hertz qui met la clé sous le pas de porte. Une franchise internationale pourra certainement payer un loyer démesuré et faire ressembler un peu plus Luxembourg à toutes les autres villes européennes. Prêt-à-porter, cosmétiques, décoration, bijouterie, électronique, malbouffe ou maroquinerie, est-ce l'implacable destinée réservée aux vitrines ?

En fait, il est permis d'espérer. Même entre les poutrelles d'acier, les dalles de béton et les plaques en verre trempé subsistent des interstices dans lesquels éclosent les idées les plus originales. Un bar à chats a, par exemple, ouvert dans la rue des Capucins. Le principe est assez simple et permet

de justifier des prix plus élevés, indispensables à la survie au vu des loyers du quartier : une dizaine de félins se promènent entre les tables du salon de thé. Les clients peuvent les caresser, jouer avec et, *last but not least*, se prendre en photo avec les stars du lieu. Si cela fait des années que vos ados vous tannent pour avoir un animal de compagnie à la maison, voilà de quoi leur donner une bonne dose de ronronnements et de caresses.

Une heure au milieu des poils de chat et des miettes de *carrot-cake*, à siroter un café vendu à un tarif digne de Ladurée, avec une probabilité non nulle de vous retrouver par hasard en arrière-plan d'une photo partagée auprès de 30 000 *followers* sur Instagram, cela ne vous fait pas rêver ? Alors songez à ce que vous économisez : l'acquisition d'un chat Siamois ou Sacré de Birmanie, les séances chez le vétérinaire, la recherche d'un *cat-sitter* pour les vacances, les visites chez l'allergologue, les bas de murs et les pieds de meubles sculptés à la griffe, les câbles électriques rongés, les boules de poils régurgitées cachées sous le lit, la souris morte ramenée en trophée sur le paillason pile le jour où votre chef vient dîner, les grains de litière qui se coincent sous les orteils quand vous vous levez la nuit pour aller dans la salle de bains, l'odeur de croquettes qui flotte dans le garage. On comprend qu'il y ait un public !

Le principe est nouveau avec les chats, mais il faut avouer qu'il existe déjà depuis de nombreuses années avec... les êtres humains. Le parallèle peut sembler choquant, certes. Pourtant, dans le quartier de la gare, ce n'est un secret pour personne qu'il existe quelques établissements proposant de quoi épancher votre soif d'affection et de chaleur humaine pour le prix d'une ou deux bouteilles de champagne largement surfacturées. Il ne manque donc que les chiens, même s'il faudrait sans doute prévoir un espace plus grand et, pourquoi pas, les bébés. À quand une *joint-venture* entre les entrepreneurs de la petite enfance, Rockids ou Luciole, et une chaîne de pâtisseries ? Les mamies de chez Oberweis ou Namur pourraient passer leur après-midi à pouponner et jouer aux petits chevaux pendant que les parents récupérerait des enfants dorlotés et gavés de Montblanc et de *truffle-cake*.

Des bars pour les enfants, des bars pour les amoureux des jeux de société, des bières artisanales, du tricot... auxquels il va peut-être falloir ajouter, dans les prochaines années, des *coffee shops*, si la prochaine législation sur la dépénalisation du cannabis va jusque-là. En fait, c'est peut-être ça le plan caché de la municipalité : transformer la ville en une immense terrasse de bistro !

### d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

